

# MERCREDI 7 JANVIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = **Les faits marquants de 2014... écrivent l'avenir de 2015 !!** p.1
- = **Le pétrole passe sous les 50 dollars le baril à New York** p.16
- = **Esclavage et banques centrales** p.17
- = **Augmenter les taux d'intérêt pour générer de l'inflation...** p.20
- = « **Le travail pour tous c'est possible. Pourtant, seuls 3,5 % des chômeurs retrouvent un emploi en France !!** » p.23
- = **Le rêve de l'huile de schiste risque de se transformer en une bulle – Pétrole: le prix du baril pourrait bientôt atteindre 90 USD** p.32
- = **2015, une année charnière pour des crises économiques et financières et des guerres ?** p.34
- = **SYRIZA se prépare à une révolution: 'Notre priorité est de briser le pouvoir des oligarques'** p.46
- = **La surprise du pétrole** p.47
- = **C'est les soldes sur le pétrole, tout doit disparaître** p.48
- = **Pour Peter Schiff, le QE4 arrive !** p.53
- = **La petite flamme de 2015** p.54
- = **Cours du baril : les marchés ont toujours raison...** p.55
- = **Le prix à la pompe a peu bougé et les voitures diesel deviennent moins attrayantes** p.57
- = **Pétrole: le vrai plan de l'Arabie Saoudite** p.59



## Les faits marquants de 2014... écrivent l'avenir de 2015 !!

Cyrille Jubert Vendredi 2 janvier 2015

[TEXTE IMPORTANT EN REPRISE QUI MÉRITE LA PREMIÈRE PLACE]

Il n'est pas inintéressant de regarder par-dessus son épaule pour voir quels ont été les faits marquants de cette année 2014.

- 1) Wall Street à son zénith historique
- 2) Une dette mondiale au plus haut
- 3) Mort du pétrodollar
- 4) Déstabilisation de la Russie et du Moyen-Orient
- 5) Des matières premières au plus bas
- 6) La Chine devient la puissance dominante
- 7) Un système bancaire sous respirateur artificiel

### 1) Wall Street à son zénith historique

Investisseurs et robots-traders ne se sont pas posés d'états d'âme depuis 3 ans. Le mot d'ordre était que WS était dans un marché haussier. Que les nouvelles économiques soient bonnes ou mauvaises, on devait conserver ses

positions, en les allégeant au niveau de la résistance oblique pour mieux renforcer à chaque baisse. Chaque consolidation a donc été une opportunité d'acheter.

Notre source au cœur de Goldman Sachs nous avait bien annoncé l'été dernier des plus hauts qui semblaient totalement aberrants à l'horizon de fin septembre 2015, mais il avait aussi annoncé des trous d'air en bourse à la fin de l'année 2014 jusqu'en février 2015. Les consolidations ont été jusqu'ici très limitées, se contentant de venir toucher très brièvement le bas du canal hebdomadaire comme le 13 octobre dernier. Rien d'extraordinaire dans la baisse, alors que ce rallye de PermaBulls bat tous les records historiques de hausse sans jamais connaître plus de 3 jours de consolidation. Une anomalie de marché qui perdure.

### **Rachat de titres**

Ce qui a été remarquable cette année dans la construction de cette hausse, c'est le fait que les entreprises cotées en bourse ont massivement emprunté, profitant des taux très bas, pour racheter leurs titres en bourse, alimentant cette hausse permanente.

(D'après nos informations, les entreprises européennes ont été encouragées à lever des capitaux par des obligations pour suivre cet exemple américain.)

Ce phénomène caractéristique dont j'ai déjà parlé, a été évoqué le 11 décembre par Albert Edwards dans son rapport de SG Cross Assets Research, où il souligne que l'accumulation de la dette des entreprises américaines croît désormais beaucoup plus vite que leur cash-flow pour toutes les entreprises du S&P1500 (hors financières). Cette analyse se vérifie également sur toutes les entreprises américaines.

Il souligne avec inquiétude que tout le secteur de l'énergie, qui a sur-investi ces dernières années, est aujourd'hui surendetté.

La baisse violente des cours du pétrole et du gaz a entraîné une vente massive de toutes les obligations de ce secteur. Information que l'on retrouve dans d'autres articles fin décembre, qui relèvent que tous les investisseurs étant passés short, plus personne n'achète, rendant ce marché totalement illiquide.

Albert Edwards cite des confrères qui comparent ce surendettement dans le secteur de l'énergie à celui du secteur des télécoms (et de l'Internet) qui a précédé l'effondrement de 2001.

Il faut néanmoins donner du temps au temps. La chute des prix du pétrole et du gaz depuis juin ne sera dévastatrice que si elle s'amplifie (comme

l'anticipe Armstrong) et surtout si elle perdure plusieurs trimestres en 2015. Il est à noter que la chute a continué fin décembre et le premier janvier, du fait que des hedge funds, qui essayaient de jouer le rebond à l'avance, ont finalement lâché leurs positions longues fin décembre. Les cours ont désormais cassé les 53 \$ le baril.

### **La guerre monétaire profitant à WS**

Pour Martin Armstrong, la chute du yen, qui devrait s'amplifier dans les mois qui viennent, et l'effondrement inévitable (pour cet europhobe convaincu) de la monnaie unique européenne ne peuvent qu'amener la finance internationale à venir se réfugier dans le dollar, entraînant un violent rallye haussier de cette monnaie et une hausse continue des indices américains jusqu'en septembre 2015. Ses programmes informatiques anticipent une hausse du DJ jusqu'à 40 000 contre 18 000 aujourd'hui... (Ce n'est qu'une citation d'un de ses nombreux articles et non pas une analyse personnelle.) Pour abonder dans son sens, nous savons que les fonds de pension japonais, qui gèrent près d'un trillion de \$, ont depuis un an l'autorisation de s'investir dans les marchés actions étrangers.

On a également pu observer un fort désinvestissement sur les marchés des pays émergents, ce qui a participé à cette hausse constante des bourses américaines.

Les élections grecques pourraient affaiblir l'euro dans les mois qui viennent et amener là-aussi à une accélération de la hausse des indices américains au premier semestre 2015.

La sagesse de l'investisseur court et moyen terme est de suivre le marché car celui-ci a toujours raison. Profitez de la hausse du dollar et de la bourse américaine en investissant au prochain fléchissement. Profitez du vent portant en prévoyant de descendre du train mi ou fin-septembre 2015 puisque les augures annoncent une tempête boursière pour le dernier trimestre.

Il est important de noter qu'en Chine un raz-de-marée a déferlé au dernier trimestre dans l'ouverture de comptes titres pour spéculer en bourse et cela à crédit.

C'est exactement ce qu'il s'était passé en 1929 avant le krach.

Du fait de toute l'épargne quittant les comptes d'épargne pour la bourse, les banques ont de sérieux problèmes de trésorerie aujourd'hui et offrent des cadeaux somptueux allant de la médaille en or à la Mercedes pour essayer de

récupérer les fonds de l'épargnant chinois. [Lire les articles de Bloomberg et de Zerohedge.](#)

## 2) Une dette mondiale au plus haut

Les États-Unis ajoutent désormais 1 000 milliards de dollars de dettes chaque année et le Congrès a simplement supprimé le concept de « plafond de la dette » cette année.

Cette dette est passée de 60 % du PIB en 2008 à plus de 100 % en 2014.

Depuis janvier 2008, la dette publique américaine a doublé passant de 9 à 18 000 milliards de \$, alors qu'elle restait inférieure à 400 milliards avant 1971.

### La révolution de ces 4 dernières années

Dans les années 70, les Banques constituant la Réserve Fédérale ne détenaient que 65 milliards de bons du Trésor américains.

Ce chiffre a augmenté très progressivement pendant les 40 années qui ont suivi pour atteindre en 2008 environ 500 milliards de \$.

C'est en 2010 que très brutalement la Réserve fédérale s'est mise à acheter pour 1 000 milliards de \$ de bons du Trésor sur un an, politique qui a repris depuis début 2013, la FED ayant acheté de nouveau pour 1 000 milliards de dollars entre janvier 2013 et juin 2014. *La Federal Reserve a imprimé de la monnaie ex-nihilo pour financer une partie du déficit américain.*

Comme la dette a augmenté de 9 000 milliards de \$ entre 2008 et 2014, que la FED n'en a acheté que 2 200 milliards et que la dette détenue à l'étranger n'a augmenté que de 3 500 Md\$, la dette américaine a été achetée à l'intérieur pour près de 3 000 milliards probablement par les fonds de pension et autres organismes qui ont pu être contraints à investir dans un produit ne rapportant strictement rien.

Ce phénomène se retrouve au Japon en 2014. Le gouvernement ayant autorisé les fonds de pension à investir dans les bourses à l'étranger et donc moins dans les obligations du gouvernement, les JGB, c'est la BoJ, qui va imprimer de la monnaie pour acheter les obligations du Trésor, amenant une désaffection de plus en plus patente des banquiers internationaux pour ce marché.

Alors que la dette publique américaine est à 18 000 milliards de \$ et la dette

globale américaine (publique et privée) s'établit à 59 000 Md\$, la dette publique mondiale serait à 55 000 Md\$ d'après [\*The Economist\*](#) et la dette globale mondiale (publique et privée) de 150 000 Md\$ d'après [Armstrong](#).

Il est évident que la forte hausse du Dollar depuis juin 2014, qui est appelée à s'amplifier en 2015, ne peut que rendre insoutenable le poids de la dette pour tous ceux qui sont endettés en USD à l'extérieur des États-Unis. Chaque nouvelle hausse du dollar entraîne une hausse du coût de la dette. Comme en 1982, cette hausse du Dollar va entraîner une vague de défaut, une crise bancaire internationale et une renégociation des dettes.

**Cela entraînera une négociation internationale genre « accords de Plaza », suivie de la dévaluation massive du dollar, événement attendu depuis 2008 par tous les Gold-Buggs, mais secrètement négociée depuis plus longtemps encore.**

### **3) Mort du pétrodollar**

C'est l'événement le plus important de l'année.

Il avait été anticipé par LEAP dès 2006 après l'annonce par l'Iran de la vente de pétrole ou de gaz dans une autre monnaie que le dollar. Il aura fallu 8 ans et de nouvelles guerres pétrolières pour que cette analyse géopolitique devienne réalité.

En 2009, la Chine réclamant une monnaie des échanges internationaux autre que le dollar, puis sa stratégie d'échange de mise en place de swaps monétaires avec ses principaux partenaires commerciaux pour ne plus échanger par le biais du dollar américain et enfin le lancement d'obligations en RMB sur les principaux marchés financiers a permis de lancer la **dédollarisation** à grande échelle.

La bévue géopolitique américaine (**si elle n'est pas volontaire**) interdisant l'accès au système de clearing bancaire SWIFT aux banques iraniennes a permis le développement de trocs internationaux entre l'Inde et l'Iran, puis la Turquie et l'Iran où du gaz et du pétrole ont été échangés contre de l'or, ouvrant la voie vers un système autre, dans le sens indiqué par la Chine en mars 2009. Une rumeur insistante sur Internet prétend que la Russie aujourd'hui échange son pétrole et son gaz contre de l'or.

Nouvelle bévue américaine (**qui là-aussi semble une gaffe voulue**) a été la sanction de Paribas (suivie par d'autres banques), écopant d'une très lourde amende pour avoir passé un contrat en USD avec un pays mis au ban de la

société par Washington. Immédiatement, le gouverneur de la Banque de France puis Christophe de Marjorie, président de Total, vont plaider pour des échanges internationaux hors dollar. Un exemple qui sera très largement suivi à l'étranger.

### **Une volonté d'auto-destruction ?**

[En janvier 2014](#), l'ancien chef économiste de la World Bank, qui est aujourd'hui conseiller du gouvernement chinois, jetait un pavé dans la mare en disant : « La domination du greenback (USD) est la source de toutes les crises économiques et financières (...) la solution est de remplacer cette monnaie nationale par une monnaie globale. » Il est important de rappeler qu'en [novembre 2008](#), le président de la World Bank lui-même avait stupéfié la sphère financière en proposant au G20 que l'or redevienne la référence monétaire internationale.

Un politicien américain disait que la défense du Dollar, en tant que monnaie de référence des échanges internationaux, coûtait trop cher aux contribuables américains. Dès janvier 2013, lors d'une interview télévisée, un représentant du gouvernement Obama, à qui on demandait comment est-il possible d'améliorer la balance commerciale américaine s'il est interdit de baisser les salaires, répondait : « [Nous allons tuer le dollar](#). »

Dans cette optique, les deux gaffes ci-dessus semblent relever de cette volonté... mais la suite également.

Le coup de canif final au contrat américain avec l'OPEP passé en 1972 et qui avait permis la création du pétrodollar, a été la déferlante du pétrole et du gaz de schiste américain. Les États-Unis, qui s'étaient engagés à réduire leur production d'hydrocarbure dans les années 70, sont devenus en 2014 des producteurs aussi importants que l'Arabie Saoudite, créant une suroffre alors même que la demande internationale fléchissait.

**L'effondrement des cours du pétrole et du gaz marque la fin des accords monétaires qui ont permis la stabilité de l'Empire américain ces quarante dernières années.**

La baisse des excédents budgétaires des pays de l'OPEP avait déjà tari la source des flux financiers du Golfe vers les banques de Londres et de New York, comme le montre cette étude de Paribas. La forte baisse des prix de l'énergie en 2014 va inverser ce flux et amener l'OPEP à désinvestir à l'étranger pour financer ses déficits budgétaires. Ce désinvestissement massif



devrait amener une déferlante de déflation, dont il est difficile aujourd'hui de mesurer l'ampleur.

Le maître mot de 2015 pourrait être « **DELEVARAGING** » et une très forte baisse de tous les actifs les plus spéculatifs.

#### 4) Géopolitique : déstabilisation du Moyen-Orient et de la Russie

Au Moyen-Orient, [John Kerry](#) est photographié en réunion avec quelques figures du terrorisme international, ex-Al Quaida, ex-forces de la liberté de Libye, ex-Syriens libres et futurs Grands Khalifes d'une ISIS, EIL et autres nébuleuses mercenaires créées de toute pièce par les stratèges de l'oligarchie financière israélo-anglo-américaine. Le but est de partitionner le Moyen-Orient entre factions religieuses, diviser pour mieux régner et pour cela créer des pôles permanents de tension afin de mieux contrôler les sources et les flux d'énergie de la planète.

Les guerres successives en Syrie n'ont pas d'autres objectifs que de mettre la main sur un territoire par lequel transitent les gazoducs et oléoducs du Golfe vers la Turquie et l'Europe, tout en espérant capter l'immense réserve de gaz de la Méditerranée orientale.

On retrouve un schéma parfaitement identique en Ukraine. Le pays a été le théâtre d'une nouvelle Révolution Orange, clairement organisée par les États-Unis, puisque la conversation téléphonique du Secrétaire d'État avec l'ambassadeur américain, où la première distribuait les rôles des polichinelles locaux, a [été publiée sur Internet](#). Le gouvernement mis en place par les États-Unis va permettre une guerre civile, où des armées de mercenaires de Academy (ex Xe) alliées aux milices de nazillons entraînées sur les bases de l'OTAN, vont mettre l'est de l'Ukraine russophone à feu et à sang, créant un nettoyage ethnique.

L'Ukraine est le passage obligé des gazoducs russes vers l'Europe, que les États-Unis cherchent à couper pour étrangler la Russie et mieux placer plus tard leur gaz liquéfié provenant du schiste [**totalemment impossible. C'est une hypothèse qui ne tient pas la route.** 1) Il n'y a que très peu de gaz de schiste. La production va baisser dans à peine 2 ans au mieux et les américains le savent. 2) Liquéfier et transporter le gaz sous forme liquide est très coûteux. Les infrastructures ne sont pas encore là (terminaux gazier, bateaux, etc.)]. L'Union Européenne, totalement asservie à Washington, va participer à cette

étranglement de la Russie en interdisant la construction du gazoduc South Stream et en faisant pression sur les pays souhaitant l'accueillir en jouant d'une part des forces (d'occupation) de l'OTAN et d'autre part en cherchant à générer des bank runs, enfin en étouffant médiatiquement les opposants à cette politique, comme le hongrois [Viktor Orbán](#). L'Ordre américain règne partout en Europe ([lire cet article](#)) où l'OTAN joue le rôle menaçant d'une armée d'occupation.

La Russie se contentera de prendre la Crimée, pour conserver ses bases navales vers les mers chaudes, sans engager directement ses armées pour libérer l'Est de l'Ukraine, même si elle facilitera l'entrée de personnels et de matériels pour contrer les mercenaires payés par l'Occident. La partie est loin d'être jouée, puisque les États-Unis ont mis en place dans l'Ukraine colonisée [des ministres issus directement du Département d'État de Washington](#) que l'UE fournit des armes. L'objectif étant de créer un foyer de déstabilisation permanente aux frontières de la Russie, préalable peut être à une « Révolution de Couleur » à Saint-Petersbourg ou à Moscou. Cette nouvelle « [Révolution de Palais](#) » pro-américaine est évoquée par Poutine dans ses derniers discours de l'année.

De nombreux analystes considèrent que la chute du prix du baril a été orchestrée pour générer des problèmes économiques à l'intérieur de la Russie, afin de semer un mécontentement populaire préalable à l'orchestration de cette « Révolution de Couleur ». Le conseiller de Poutine, Evgueny Fyodorov, en a parlé longuement dans plusieurs [vidéos](#) et [ici](#), considérant que cette baisse du baril ne pouvant durer longtemps, cela donne un timing pour le déclenchement de ce « putsch », qui arriverait au printemps 2015.

La Russie pour contrer l'opposition de l'UE à South Stream a passé un accord avec la Turquie, semant ainsi la zizanie au sein des membres de l'OTAN, jouant du plus périphérique et improbable de ses membres.

Par ailleurs, après les sanctions imposées par l'Amérique, fidèlement suivie par ses valets de l'Union européenne, la Russie a développé son propre système de clearing interbancaire, afin d'être totalement indépendant du système SWIFT sous la coupe de Washington. Le système russe de clearing pourra probablement être utilisé par ses partenaires stratégiques d'Eurasie et du Moyen-Orient, affaiblissant la main-mise occidentale sur les échanges financiers internationaux.



## 5) Matières premières

Nous avons très largement commenté la forte chute du pétrole ces dernières semaines. La chute n'a cessé de s'amplifier au fil des semaines. Alors que le baril flirtait avec les 100 \$ en juin, les cours ont chuté pour casser la résistance des 53 \$ ces derniers jours. Si les compagnies pétrolières américaines ont hedgé leur production pour une partie de 2015, les banques ayant assuré ces prix par le biais de produits dérivés perdent un peu plus d'argent tous les jours. Si les cours ne remontent pas rapidement au premier semestre, nous allons assister à une hécatombe dans le pétrole et le gaz de schiste aux États-Unis.

D'ores et déjà, les obligations High Yield liées au pétrole font l'objet d'une spéculation effrénée, qui va mettre à mal de nombreux investisseurs. Le Gaz, dont on parle moins, a été l'objet de bulles spéculatives spectaculaires ces dernières années. Ces bulles chutent plus vite encore qu'elles ne montent, les cours pouvant être multipliés par 2 ou 3 en quelques semaines pour dégonfler aussi brutalement. Différentes règles du CFTC ont été votées aux États-Unis pour essayer d'interdire aux banquiers de spéculer dans le secteur du gaz et de l'énergie, une loi qui ne visait pas que Goldman Sachs, le faiseur de bulles mais les 12 banques dominantes, qui manipulent les prix par le biais des CDS.

La loi Dodd-Frank votée en 2010 a pour but de casser ces manipulations et d'interdire aux banques de spéculer pour leur propre compte sur les matières premières. Comme nous avons pu le constater au fil des ans, l'oligarchie financière américaine se bat pied à pied dans un combat d'arrière-garde pour retarder le moment où elles perdront une grande partie de leur pouvoir. Les CDS représentant globalement des quadrillions de dollars (des millions de milliards), les sommes en jeu autorisent toute la corruption que l'on peut imaginer à tous les échelons du pouvoir administratif, politique et judiciaire. En mars 2014, le gaz s'était brièvement envolé à 8 \$. Il vient de casser le support des 3 \$ et se dirige vers le support majeur à 2 \$ qu'il pourrait même casser pour revenir au plancher absolu des années 1990 [le gaz baisse donc de prix comme le pétrole (ce qui est normal). Il y aura donc des faillites dans les gaz de schiste aussi.]

Toutes les compagnies dans ce secteur vont être très durement touchées.

Gaz, pétrole, charbon, minerai de fer, les compagnies minières dans leur ensemble sont très durement touchées par la chute du prix des matières premières. Les prix sont aujourd'hui en dessous des coûts de production pour de très nombreuses sociétés, qui sont obligées de fermer les mines les moins rentables et de limiter leur production en tournant au ralenti. Néanmoins, la forte baisse du coût de l'énergie va donner un peu d'air aux minières en abaissant les coûts de production. Une déflation plus profonde des prix de toutes les matières premières est donc encore possible dans les mois à venir. Le cuivre est à son prix plancher de ces 5 dernières années et les minières du secteur cherchent aussi à minimiser les pertes en réduisant la production. En réduisant la production de cuivre ou de plomb, c'est la production d'argent qui est profondément touchée. Or certains analystes ont publié ces dernières semaines que 2014 avait montré le retour d'un déficit de l'offre par rapport à la demande, l'éternel problème du marché du silver depuis près de 70 ans. Ceci est un éternel cycle, où des prix élevés entraînent l'ouverture de nouvelles exploitations, qui amènent une surproduction. Celle-ci va peser sur les prix, entraînant la fermeture des unités les moins rentables et une restructuration du secteur. Très vite vient une phase de pénurie, qui induit une nouvelle hausse des prix... etc.

Ces cycles, d'après Gertrude Schirk, sont pour l'argent d'une durée de 5,58 ans, de 9,26 ans à l'intérieur de cycles plus longs de 15,36 et 31 ans. C'est ainsi que 31 ans après le pic de 1980 sur l'argent, vous avez eu la très forte hausse de 2011. Le prochain point haut devrait avoir lieu 5,58 et/ou 9,26 années plus tard. Ces points hauts seront intimement liés à la réforme monétaire en cours, négociée au G20 en 2010 qui a été bloquée par le Congrès américain jusqu'à aujourd'hui, comme le confirme cet [article explicite de Reuters](#).

**Nous devons probablement passer par la case « chaos » avant de voir la renaissance du statut monétaire des métaux précieux.**

Quoi qu'il en soit, si vous regardez l'or en euro, vous constaterez qu'il monte inexorablement, à petit pas ...

Mais comme il s'agit de ne pas éveiller les masses endormies, l'or monte doucement dans toutes les monnaies, sauf en USD... Et on ne parle jamais dans les médias dominants que de l'or en dollar.

Celui-là baissera très brutalement sans crier gare par une dévaluation du billet vert pourtant négociée depuis de nombreuses années... et dont les initiés de

haut rang étaient informés bien avant les négociations de 2009 au G20.

L'or en euro est haussier.

Les cours sont restés bloqués par la résistance des 1 000 € touchée deux fois en mars puis début décembre. Si la moyenne mobile à 100 semaines a bloqué la hausse dans la dernière semaine de décembre, on trouve en soutien les MM20W 40W et 50W qui renvoient les cours plus haut.

Le RSI est en territoire positif au-dessus de 50 depuis le premier décembre. Il est soutenu par un support de tendance haussière depuis le mois de juin.

Le momentum est lui aussi en territoire positif depuis la dernière semaine de novembre.

Les cours se sont appuyés 3 fois sur le support long terme depuis décembre 2013, dont une fois en novembre et une fois début décembre.

La résistance des 1 000 € devrait lâcher dans les semaines à venir.

Malheureusement, cela signifiera une nette baisse de l'euro, due probablement aux craintes générées par les élections grecques, leur impact sur la dette, les banques et les décisions que prendra la BCE.

Comme vous le voyez-ci-dessous, **l'or en euro monte de 10 % par an.**

Très discrètement, certes.

Si vous avez acheté en 2008, vous avez fait un excellent placement qui fera votre fortune au lendemain de cette crise.

Cette montée régulière est pour moi la preuve de l'application d'une stratégie globale, menant à une dévaluation générale des monnaies.

Évidemment, si l'or en euro monte, c'est que l'euro chute comme toutes les autres monnaies face au Dollar. Nous commençons l'année au plus bas depuis 2 ans avec la paire euro-dollar descendue à 1,19 \$.

Pour Martin Armstrong, l'Euro pourrait chuter vers 0,85... mais l'auto-proclamé «Prédicteur» n'est pas dans le secret de l'oligarchie et quoi qu'il en pense, il n'est pas infallible.

Nous irons probablement à la parité pour le **Grand RESET**, *quand le dollar dévaluera brutalement contre les métaux précieux.* Reste à savoir quand cela arrivera.

Je reviendrai plus tard sur le sujet, ayant trouvé une analyse qui me semble très réaliste à ce sujet,

Mais je ne veux pas abuser plus de votre capacité d'attention, déjà mise à

mal, n'est-ce pas ? 😊

## 6) La CHINE, première puissance économique mondiale

C'est évidemment le plus important événement de l'année, la Chine a été reconnue en 2014 comme la première économie mondiale devant les États-Unis et l'Union européenne. Ce calcul se fait en PPA, c'est-à-dire en parité de pouvoir d'achat. Cette année la Chine passe devant les USA avec 16,5 % de l'économie mondiale contre 16,3 % pour les États-Unis. L'écart devrait continuer à se creuser dans les années à venir.

En terme de PIB, les États-Unis restent à la première place avec 16 T\$ contre 9,5 T\$ pour la Chine.

C'est évidemment en grande partie du au dynamisme des industries chinoises à l'export, mais également au développement à marche forcée du marché intérieur durant ces dernières années. Le gouvernement chinois a travaillé à une hausse du niveau de vie des citoyens, ce qui a permis à la consommation intérieure de pallier le fléchissement de la demande en Occident. Le salaire minimum a connu une hausse moyenne de 13 % durant les 6 dernières années, alors que les salaires dans le privé en milieu urbain montaient de 17 à 19 %. Au final, ces salaires restent extrêmement faibles comparés à ceux de l'Occident, puisque le **salaire mensuel moyen en 2013 était de 300 € par mois**. Il est vrai que ce salaire mensuel moyen est fortement tiré vers le bas par les salaires dans la Chine rurale, qui ont très peu progressé ces dernières années.

Le potentiel de croissance du marché intérieur de l'empire du Milieu, comme celui de tous les pays émergents, est donc immense.

Le tableau ci-dessus montre la demande de pétrole des pays émergents (BRICS) en rouge par rapport à celle des États-Unis, de l'Europe et du Japon. Ces derniers sont en nette récession alors que les premiers sont en pleine expansion. Les émergents sont devenus de manière très nette les premiers clients des producteurs de pétrole. À ce titre, ils représentent une force politique qui peut peser sur les prix voire la politique de ses fournisseurs. La Chine, l'Inde et le Brésil n'avaient aucun intérêt à maintenir le statu quo du pétrodollar. Pourquoi les pays émergents, devenus principaux clients dès 2005, auraient-ils dû continuer à payer une dîme systématique pour financer le déficit du Trésor Américain ? En effet, rappelez-vous qu'en 1972,

Kissinger avait négocié avec l'OPEP un doublement du prix du baril, une partie de la différence de prix venant s'investir en bons du Trésor.

Le cartel des pétroles et celui des banques qui ont manipulé les prix durant 4 décennies et régné par une corruption systématique des politiques avec en soutien les forces armées occidentales, qui multiplient les guerres pour le contrôle de l'énergie, pourraient être au crépuscule de leur puissance.

L'arrestation du Nabab chinois du pétrole, [Zhou Yongkang](#) en est peut être l'un des symptômes. Cet homme avait réussi à se hisser dans un premier temps à la tête de la China National Petroleum Corporation, la principale compagnie chinoise de l'énergie, une matière première essentielle pour l'empire du Milieu. La CNPC gérait un flux de capitaux considérables et là-bas, comme ailleurs, les compagnies pétrolières sont un État dans l'État, au cœur de la géostratégie, de la diplomatie... et de la corruption.

En 2002, Zhou rejoint le premier cercle du pouvoir en devenant l'un des 25 membres du bureau politique du PCC. Il va devenir ministre de la Sécurité. Comme chacun le sait, cette fonction permet de constituer des dossiers sur tous les leaders politiques et économiques, afin d'avoir barre sur eux. Zhou était devenu riche à milliards, comme on disait du temps où ce chiffre voulait encore dire quelque chose. Mais il a été arrêté et son règne d'ogre affamé de chair fraîche se termine dans une geôle. Il est accusé de corruption à très grande échelle, de trahison pour divulgation de secrets d'État.

Pour LEAP, l'ère du tout pétrole touche à sa fin et c'est en soi un choc systémique redoutable.

### **Au niveau monétaire**

Dans le domaine monétaire, cette accession de la Chine au niveau de Première Puissance Economique amène un autre bouleversement. Comme la souligné Christine Lagarde cette année, le siège du FMI de par ses statuts devrait être déplacé dans la capitale du pays dominant. Ce serait un choc terrible pour Washington, qui a usé et abusé de son statut de puissance dominante, utilisant le FMI et la World Bank pour mieux asservir par la dette tant ses alliés que les pays émergents. Aujourd'hui encore, le Congrès américain a refusé de contresigner les accords internationaux de 2010, qui donnent plus de voix à la Chine dans les décisions prises au FMI. Les États-Unis ont un droit de veto de fait, avec les 17 % de droit de vote au FMI. Ils ont bloqué ainsi l'évolution du panier du DTS, qui aurait dû inclure le RMB

chinois et dit-on le rouble et une proportion de métaux précieux. Christine Lagarde, le 12 décembre, a laissé entendre que les États-Unis pourraient *perdre ce droit de véto* lors de la réunion prévue en janvier. Par ailleurs, le poids de la Chine comme créancier du Trésor américain lui aurait permis d'influer sur la politique monétaire de la FED. **Ce serait la Chine qui aurait mis le holà à la politique laxiste de la FED et mis fin aux QE [??].**

On se rappellera que la Chine a acheté en janvier 2014 l'immeuble de Chase Manhattan Plaza, siège des Rockfellers et de leur banque, cette vente incluant les sous-sols où se situe la plus grande chambre forte privée du monde. Des souterrains communiqueraient directement avec les chambres fortes de la Federal Reserve de New York situés de l'autre côté de la place.

Pour Willem Middelkoop, auteur de « The Big Reset », cet achat stratégique montre que la Chine s'apprête à avoir un rôle majeur dans le nouveau système monétaire mondial, qui serait un mix du DTS et de l'étalon or.

Les autorités chinoises ont encouragé les citoyens à investir dans l'or et développé un marché de l'or physique, le SGE, et un marché des « futures » qui drainent depuis deux ans l'essentiel de la production minière mondiale et amènent une tension permanente des stocks sur le marché de Londres. Le GOFO en territoire négatif une grande partie de l'année a mis en évidence la situation de pénurie à laquelle sont confrontées les Banques en charge de réguler ces marchés. **Leur objectif aujourd'hui est de contenir la confiance (ou la défiance) dans les monnaies fiduciaires et dans le système, tant que le nouveau système monétaire n'est pas prêt à prendre le relais.**

Dans cette perspective, la Chine a abattu un travail considérable ces deux dernières années pour internationaliser le yuan, en signant des accords de swaps avec la plupart des grandes capitales financières et avec chacun de ses partenaires économiques.

Il faut donner du temps au temps.

## **7) Le système bancaire sous respirateur artificiel**

**En 2007-2008, le système bancaire est mort. Le choc systémique des subprimes dû à la titrisation de produits hypothécaires pourris et la faillite de la Banque Lehman a mis en faillite le système. Il ne survit aujourd'hui en apparence (et en apparence seulement) que grâce aux injections massives des**



différentes banques centrales, qui rachètent à fonds perdus les dettes sans valeurs et les hypothèques pourries, qui gangrènent tout le tissu bancaire international.

Le marché des produits dérivés qui s'élève à 691 492 000 000 000 \$ montre le risque inhérent de la bulle hypertrophiée de la finance par rapport à l'économie réelle. La Deutsche Bank gère 55 600 milliards d'Euros en produits dérivés, soit 20 fois le PIB de l'Allemagne. Quelques banques, du fait de leur taille, peuvent provoquer un effondrement systémique, ce sont les TBTF (« Too Big To Fail »), qui profitent de leur statut pour se placer au-dessus des lois. 40 000 documents prouvaient la culpabilité de HSBC dans le blanchiment de l'argent de la drogue, mais la banque a été déclarée « Too Big To Jail ».

En fait, ces géants aux pieds d'argile peuvent chuter du fait de l'accumulation de faillites de petites banques comme le groupe portugais Espirito Santo ou les difficultés des Banques Autrichiennes ayant trop prêté à l'Est comme Raiffeisen pour n'en citer qu'une.

L'année 2015 devrait être marquée par la généralisation des Bail-in bancaires. Cette confiscation des fonds des déposants est désormais dans les lois de tous les pays occidentaux. **Au G20 à Brisbane, l'oligarchie financière a poussé les gouvernements à limiter la garantie des déposants à 100 000 € par personne, alors que jusqu'à présent c'était par personne et par banque.** Les fonds des déposants, en cas de faillite, passeront du passif de la banque à l'actif, les déposants quant à eux deviendront actionnaires involontaires d'une banque faillie. C'est l'un des volets les plus discrets de la Loi Macron.

***Si tel était le cas, le système fiduciaire basé sur la confiance sera définitivement MORT.***

Après avoir fait table rase d'un système, il nous faudra reconstruire et réinventer, en essayant de trouver un nouveau système politique moins corrompu par les lobbies économiques et financiers, plus proche de l'homme et de son tissu familial et social, mis à mal aujourd'hui.

Nous vivons une époque formidable et passionnante pour ceux qui ont les yeux ouverts. Comme vous avez anticipé les événements et que vous les avez assimilés, oubliez les peurs car vous devriez vous en sortir mieux que la moyenne.

Soyez dans l'allégresse et profitez de chaque instant intensément.

Carpe Diem

## **Le pétrole passe sous les 50 dollars le baril à New York**

Laurent Horvath, 2000watts.org , Mardi, 06 Janvier 2015



Le pétrole continue sa chute et vient de passer sous la barre des 50\$ à New York, une première depuis le 27 avril 2009. Il vous faudra puiser 47,93\$ dans votre poche pour acheter les 159 litres d'un baril à New York et 51.10\$ à Londres. Mais jusqu'où la baisse ira-t-elle? La question ne semble pas avoir une réponse claire pour l'instant.

Depuis le mois de juin 2014, le pétrole a perdu plus de 50% de sa valeur. Une telle attaque, aussi bien coordonnée dans le temps, semble provenir d'une entente entre plusieurs producteurs comme l'Arabie Saoudite, Koweït, USA; les hedge funds et certaines banques. Pour les instigateurs, leurs espoirs ont certainement dépassé leur attentes alors que la croissance mondiale devrait être positivement impactée de +1,2%.

Selon les principales agences d'énergie, le surplus de pétrole sur les marchés mondiaux dans la première moitié 2015 sera approximativement autour de 1,5 millions de barils par jour, à moins que la production ne se réduise. Mais aucun signe de va en ce sens pour le moment bien que les investissements, notamment dans le pétrole de schiste ont vertigineusement chuté aux USA. L'effet devrait se faire sentir dans quelques mois et certainement dans les années à venir.

### **Des fluctuations aussi importantes: Effets du peak oil?**

Une si grande amplitude dans la variation de prix semble corroborer les projections du phénomène de peak oil bien que nous n'ayons aucune base historique pour le confirmer. Les indices sont présents et les courbes up/down rapides tendent à le démontrer. Après la rapide hausse de 2008 à 147\$, le baril avait plongé à 35\$ quelques mois plus tard pour remonter à 125\$ cette année pour à nouveau plonger grâce à une surproduction qui noie les marchés. Si les 100\$ devait à nouveau être atteint d'ici à quelques mois, cela soulignerait la justesse des projections du peak oil.

Cette instabilité extrême, qui a débuté en 2008, est une première dans

l'histoire et déstabilise l'économie mondiale.

Comme l'a annoncé l'Agence Internationale de l'Energie, le pétrole conventionnel a atteint son pic en 2005. Depuis seules les sources de pétrole non-conventionnel (bitume, schiste, offshore, Arctique, etc.) progressent et comblent la baisse du pétrole traditionnel. Ce nouveau pétrole, cher à extraire, répond à la demande mais les coûts d'exploitation sont au-delà des capacités économiques (120\$) et forcent les Etats à s'endetter et freine la croissance.

Avec la chute actuelle des cours, c'est tout ce système qui s'effondre. Est-ce le prix du baril va rebondir, nous serions tentés de dire oui.

Mais pour l'instant, la tendance semble à la baisse. Jusqu'où et jusqu'à quand?

## **Esclavage et banques centrales**

07 jan 2015 | [Bill Bonner](#) | La Chronique Agora

▪ Dans la lutte entre M. le Marché et Mme Janet Yellen, c'est M. le Marché qui l'emportera — au bout du compte.

Très probablement, en dépit des difficultés de ces deux derniers jours, le réflexe d'”acheter les creux” reprendra le dessus. Les actions remonteront. Pendant un temps. Cependant, elles doivent baisser un jour ou l'autre. Et quand elles chuteront pour de bon, Mme Yellen paniquera. Elle promettra plus d'argent aux investisseurs... et plantera le décor du dernier acte de cette tragi-comédie économique.

“Le déterminisme historique”, avons-nous expliqué lors d'un dîner hier soir. “Marx avait raison. Ce qui doit arriver arrivera. Les événements macro-économiques et politiques dépendent largement du chemin emprunté. Une fois sur la route de l'apocalypse, en d'autres termes, on n'en dévie pas. Il n'y a pas de ‘solutions’.”

Ce point de vue s'est révélé tout aussi impopulaire à Paris que parmi nos lecteurs. Des objections s'en sont suivies. La race humaine est intelligente — nous pouvons tout de même nous tirer de dettes surdimensionnées sans krach ni dépression, non ?

***Tant d'économistes en un seul endroit... On les entendait cancaner jusqu'à Baltimore et New York***

▪ **5 000 économistes sont dans un hôtel**

C'est en tout cas ce que pense Larry

Summers. Lui et 5 000 (!) économistes ont passé le week-end dernier à Philadelphie, proposant diagnostics et prescriptions.

Ah, cher lecteur, quelle occasion. Tant d'économistes en un seul endroit... On les entendait cancaner jusqu'à Baltimore et New York.

Larry Summers a déclaré qu'il envisageait une longue période de stagnation dans le monde développé. Mais il pense que c'est une maladie économique... comme le psoriasis ou la grippe... et qu'il est qualifié pour la traiter. Tous n'étaient pas de cet avis. Le diagnostic de Summers n'est pas le bon, ont-ils dit. Les pays développés ne sont pas dans une période de stagnation prolongée — au contraire : grâce aux médicaments déjà administrés par d'autres du même métier, l'économie est en convalescence et revient à la croissance et la "normalité".

Un autre triomphe de la race humaine ! Mission accomplie !

"L'humanité a pu surmonter d'énormes problèmes", a continué notre hôte parisien. "Prenez l'esclavage, par exemple. Il a existé pendant des milliers d'années. Puis, au XIXe siècle, les gens ont finalement réalisé que ce n'était pas une chose honorable ou juste. Par une action collective et consciente, l'esclavage a été éliminé".

"Ah, là, vous vous trompez" : nous avons une réponse toute prête.

"L'esclavage n'a pas été aboli parce que l'homme était soudain plus éclairé... ou plus 'chrétien'. Il a disparu parce que la révolution industrielle lui a ôté toute profitabilité. Comme vous l'avez dit, il s'est écoulé des milliers d'années durant lesquelles les gens auraient pu y mettre fin. Ils ne l'ont fait que lorsque c'était pratique pour eux... c'est-à-dire lorsque ça ne rapportait plus".

"Il suffit de voir ce qui s'est passé durant la guerre de Sécession aux Etats-Unis. L'esclavage n'a jamais rapporté dans les états du nord parce que le sol ne se prête pas à des cultures sur de grandes surfaces. Les nordistes étaient donc en majorité contre l'esclavage — une opinion moralisatrice et inspirante que les Yankees pouvaient avoir sans que ça leur coûte grand-chose".

"Dans les états à la frontière, l'esclavage rapportait à peine. Avoir des esclaves coûtait cher — et ils pouvaient s'enfuir relativement facilement vers le nord. Les gens étaient partagés. C'était le cas même en Virginie, où se trouvait Richmond, la capitale de la Confédération. Robert E. Lee a libéré ses

esclaves en partie par noblesse de sentiment et en partie, supposons-nous, par intérêt économique”.

“Enfin, dans le sud profond, l’esclavage était encore un moyen profitable de cultiver le coton et le tabac. En étant contre l’esclavage, on abandonnait la possibilité de gérer une grande plantation profitable, avec une gigantesque demeure et de belles fêtes à la Scarlett O’Hara. Naturellement, la plupart des gens là-bas étaient pour l’esclavage”.

Notre postulat : un homme en vient à croire ce qu’il doit croire quand il doit le croire.

#### ▪ **Alice au pays de l’investissement**

Aujourd’hui, un citoyen consciencieux et raisonnable dans une économie développée doit croire six choses impossibles avant le petit-déjeuner et une demi-douzaine d’autres après le dîner.

***Un citoyen  
consciencieux et  
raisonnable dans une  
économie développée  
doit croire six choses  
impossibles avant le  
petit-déjeuner***

Il doit croire que 5 000 économistes entassés dans un hôtel à Philadelphie peuvent réussir à faire ce à quoi aucun autre économiste n’est parvenu — améliorer une économie.

Il doit croire que “l’argent” peut être créé à partir de rien... et que cet “argent” peut rendre les gens plus riches, s’il est distribué correctement.

Il doit croire qu’on peut créer de la richesse sans transpirer ni épargner... simplement par la grâce de la “relance” et d’une gestion éclairée de la part des banques centrales.

Il doit croire que lui — et d’autres — peuvent emprunter comme bon leur semble et ne jamais rembourser.

Et il doit croire que les marchés grimpent... et ne baissent jamais.

Bien entendu, ces choses ne seront pas éternellement vraies. Mais sembleront-elles vraies en 2015 ? Peut-être. Si c’est le cas... un investisseur devrait-il oublier la vérité ?

Rendez-vous demain.

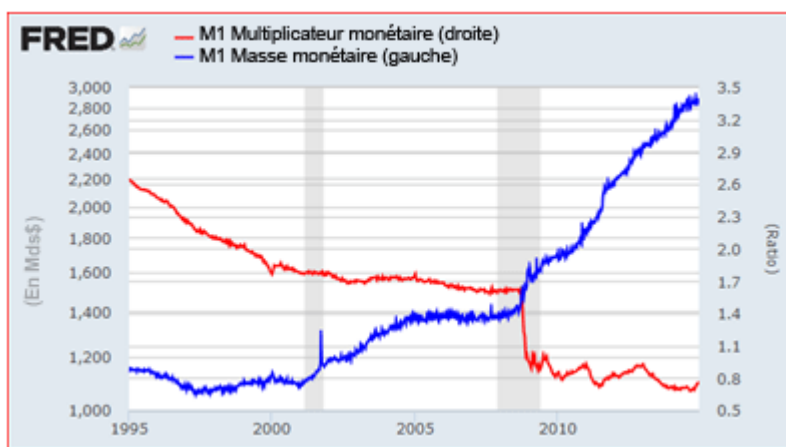
# Augmenter les taux d'intérêt pour générer de l'inflation...

07 jan 2015 | [Eberhardt Unger](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Depuis plusieurs années déjà, les banques centrales essaient de surmonter la crise économique et financière avec une politique monétaire ultra-expansive et les gouvernements ont laissé filer les déficits à des niveaux sans précédent.

Faute d'être accompagnée des réformes indispensables, cette stratégie n'a toujours pas eu le succès escompté. Les meilleurs exemples de cet échec sont le cas du Japon et celui des pays de la périphérie sud de la Zone euro, auxquels on peut ajouter le cas de la France. L'utilité marginale de la baisse des taux d'intérêt combinée à la hausse des dépenses publiques a depuis longtemps été atteinte — et est devenue négative. La poursuite de cette stratégie implique des effets contre-productifs. L'économiste américain Irving Fisher (1867-1947) est célèbre pour avoir établi toute une série d'équations économiques. Selon l'équation monétaire quantitative, la masse monétaire annuelle  $M$  multiplié par la vélocité de la monnaie  $V$  (ou facteur monétaire) est égale à la production de biens et de services  $Y$  multiplié par le taux d'inflation  $P$ , soit  $M \times V = Y \times P$ .

Ainsi l'évolution monétaire d'une économie nationale n'est que le reflet de l'évolution de ses fondamentaux. Dans une économie donnée, la masse monétaire  $M$  et le multiplicateur monétaire  $V$  sont directement proportionnels à l'activité économique.



Compte tenu de cette relation fonctionnelle, le graphique ci-dessus (source : Fed) peut paraître choquant. La forte hausse de la masse monétaire  $M$  (ligne bleue) par le biais de gigantesques QE est totalement inutile quand en même



temps le multiplicateur monétaire  $V$  (ligne rouge) est en baisse. Le produit de ces deux facteurs est primordial. La chute de 1,6 à 1 est survenue au milieu de la récession de 2008. Il apparaît que toutes les mesures de relance prises par la suite n'ont eu aucuns effets significatifs.

Un facteur monétaire (*money multiplier*) en dessous de 1 signifie qu'il n'y a pas de prêts, pas de circulation de monnaie, un taux d'inflation  $P$  en baisse et un risque de déflation de plus en plus important. Toutes les publications sur une économie en soi-disant bonne santé ne sont que foutaises. La politique monétaire est déjà allée trop loin. L'éventuelle nouvelle injection de 1 000 milliards d'euros prévue par la BCE en 2015/2016, via l'achat d'obligations d'Etat, sera également inutile.

#### ▪ **Déception chez les monétaristes...**

La plus grande déception pour les monétaristes, ceux qui pensent que tout peut être contrôlé avec de l'argent, a été l'échec complet de la politique de taux d'intérêt zéro et de l'assouplissement quantitatif. Avec des taux d'intérêt toujours plus bas, les banques centrales tentent de faire croître la demande de crédit vient des investisseurs. Toutefois, une personne qui est réticente pour investir à 2% ne le fera pas plus à 0% ; elle voit au contraire dans cette nouvelle baisse des taux une confirmation de sa prudence.

***Des taux d'intérêt négatifs éteindraient toutes vellétés de consommation et encourageraient la commutation des avoirs en argent liquide***

En effet, pour qu'une banque centrale en arrive à de telles extrémités il faut que les perspectives économiques soient encore pires qu'on ne le pensait. Ce comportement de l'investisseur potentiel réduit encore plus la vélocité de la monnaie. L'utilité marginale de la baisse des taux d'intérêt est déjà

atteinte et plus d'assouplissement devient contre-productif. Le pire dans cette situation serait la survenance de taux d'intérêt négatifs.

La masse monétaire  $M1$  se compose des liquidités (billets et pièces) et des dépôts à vue. Des taux d'intérêt négatifs éteindraient toutes vellétés de consommation et encourageraient la commutation des avoirs en argent liquide. L'argent liquide ne supporte pas de frais, ni de taxes, ni de redevances. De plus, en cas de déflation, sa valeur augmente en terme réel, et cela en évitant l'impôt. La vélocité monétaire continuerait de tomber et le

risque de déflation de s'intensifier.

A l'inverse, une augmentation des taux d'intérêt pour revenir à une courbe normale — ni restrictive, ni expansionniste — ferait de nouveau monter la vitesse monétaire,  $V$ . Chaque participant au marché tenterait alors, le plus rapidement possible, de trouver des placements offrant le meilleur rendement. L'amélioration du produit  $M \times V$  aurait ainsi pour effet l'amélioration rapide du produit  $Y \times P$ . Par conséquent, dans une telle situation, la hausse des taux d'intérêt déclencherait aussi celle du taux d'inflation pour aller vers la cible de 2%.

#### ▪ ... et chez les adorateurs des déficits

Les partisans du "déficit budgétaire" sont tout autant déçus. L'utilité marginale du recours sans limites à la dette publique est depuis longtemps nulle ou même négative. Les dettes augmentent plus rapidement que le PIB. Pour 1 \$ de croissance, les Etats-Unis doivent s'endetter pour 1,5 \$. Ceci est aussi valable dans la Zone euro et au Japon. La dette publique dans la Zone euro atteint 92% du PIB, aux Etats-Unis 110% et au Japon 250%. Or au-delà d'un seuil d'environ 90% les dettes publiques deviennent contre-productives. Seuls quelques pays développés sont en mesure d'éviter de nouveaux déficits budgétaires — ou du moins de les réduire comme ils s'y sont engagés.

**La situation de l'économie mondiale semble être encore plus fragile qu'en 2007 en raison du problème de surendettement**

Les dettes publiques augmentent continuellement et un retour à la normalité devient presque impossible. Les dettes publiques de la Zone euro atteignent 9 000 milliards d'euros. La dette du gouvernement américain est actuellement de 18 000

milliards de dollars ; elle atteindra environ 22 000 milliards fin 2015 et 25 000 milliards fin 2017. Une augmentation des taux d'intérêts de 2% provoquerait une augmentation du service de la dette de 200 milliards d'euro par an dans la Zone euro et de 400 à 500 milliards de dollars aux Etats-Unis. Un tel niveau de nouvelle charge pourrait faire exploser un budget national et pousser le pays concerné à la faillite.

La Banque des règlements internationaux estime que la situation de l'économie mondiale semble être encore plus fragile qu'en 2007 en raison du problème de surendettement, et exige un revirement dans la politique monétaire et financière. Cependant, ceux qui sont pour le recours au déficit

demandent constamment de nouveaux programmes de relance financés par le crédit.

Il faut quand même relever la dangereuse mentalité qui se cache derrière cette stratégie du recours au déficit pour relancer l'économie : la "douce vie à crédit", sans souci des effets à long terme et des dangers que l'on fait courir à notre système financier. Mais pourquoi les marchés financiers ignorent-ils ces dangers ? La politique de taux d'intérêt zéro et les QE ont aveuglé les acteurs du marché et ont déclenché l'illusion de la toute-puissance des banques centrales. On voit maintenant que "plus d'argent" n'est en aucun cas un remède efficace sans les réformes budgétaires et sociales indispensables.

**Conclusion** : les Etats-Unis ont reconnu l'impact négatif d'une politique monétaire ultra-expansive poursuivie trop longtemps et veulent revenir à une normalisation de la courbe des rendements. Mais ils n'ont toujours pas trouvé de solution à leurs problèmes de surendettement. Les banques centrales de la Zone euro et du Japon veulent être encore plus expansives, leurs gouvernements promettant, du bout des lèvres, une réduction de la dette publique. Sans un revirement de la politique monétaire et budgétaire, la liquidité pourrait devenir l'atout maître en 2015, sans oublier les métaux précieux sous forme physique.

**« Le travail pour tous c'est possible. Pourtant, seuls 3,5 % des chômeurs retrouvent un emploi en France !! »**

Charles Sannat, 7 janvier 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous le savez aussi bien que moi, les débuts d'année sont toujours l'occasion de prendre les célèbres « bonnes résolutions »... Bon, je ne vous cache pas que mon esprit contrarien a un peu de mal avec les bonnes résolutions jamais tenues et qui, généralement, viennent encombrer la cave et saturer les annonces de reventes du Bon Coin (que le gouvernement veut taxer).

Pensez donc, tiens, cette année je vais faire du sport... Et rien de tel que commencer par acheter le dernier cri du vélo d'appartement, ou encore un rameur, c'est bien un rameur... Ou alors, promis, tiens, cette année je fais

mes yaourt moi-même... Résultat ? Une yaourtière toute neuve traînant à la cave... Cela donne aussi ce genre d'annonce. « Vend vélo d'appartement comme neuf... Jamais servi (enfin deux fois) avec son emballage complet »... Non, tout ça pour vous dire que ma bonne résolution 2015, c'était de n'en prendre aucune et certainement pas (même pour faire plaisir à ma belle-famille) de devenir « ôôoptimisteu »...

J'aimerais bien être un ravi béat de la crèche mais il n'y a franchement pas de quoi pavoiser ces derniers temps, et le mamamouchi en chef, le roi « Assume-les-échecs » 1er a beau lancer son offensive d'hiver (en terme de communication), cela va finir en Bérézina comme toutes les offensives d'hiver...

Mais là je voulais partager cet article de *La Tribune* avec vous, parce que j'ai trouvé encore plus pessimiste que moi en ce début d'année 2015 et en plus, c'est un article de *La Tribune*. C'est tout dire, si même eux deviennent pessimistes, ce n'est plus du jeu et l'on me pique mon gagne-pain.

### **Quitter Pôle emploi ne veut pas dire retrouver du travail**

« En témoignent les dernières statistiques de la Dares (ministère du Travail) sur cette question : sur les 470 000 demandeurs d'emploi inscrits dans les catégories « A », « B » et « C » « sortis » de Pôle emploi en juin 2014, seuls 40,5 % ont repris un emploi, soit une baisse de 1,8 point en trois mois, et surtout, de 5,1 points en un an. À l'inverse, les « sorties » de Pôle emploi pour suivre une formation (13,3 %) ont progressé de 2,8 points sur un an. De leur côté, les sorties pour cause de retraite ou de dispense de recherche d'emploi sont passées de 1,8 % en juin 2013 à 2,1 % un an plus tard. »

« Les sorties « volontaires » de Pôle emploi par découragement progressent. Surtout, phénomène inquiétant, les sorties de Pôle emploi pour « arrêt de recherche temporaire » sont passées en un an de 6,2 % à 7,5 % et celles pour « non renouvellement volontaire de la demande » de 2,6 % à 3,3 %. Ces deux dernières causes expriment le découragement qui saisit les demandeurs d'emploi qui n'arrivent pas à retrouver un poste et qui en sont donc réduits, par désespoir, à quitter Pôle emploi. »

### **3,5 % du total des demandeurs d'emploi ont retrouvé un emploi**

« Mais on peut présenter les choses de façon encore plus pessimiste, ce que

fait d'ailleurs la Dares. En juin 2014, 5 020 200 demandeurs d'emploi étaient inscrits sur les listes de Pôle emploi en catégories « A,B,C ». Or, seuls 3,5 % d'entre eux sont « sortis » pour reprendre un emploi. Un taux dramatiquement faible et pourtant en baisse de 0,3 point sur un trimestre et de 0,5 point en un an. Et, là aussi, l'âge apparaît comme un critère discriminant : le taux de retour à l'emploi atteint 6 % pour les moins de 25 ans, 3,6 % pour les 25-49 ans et... un malheureux 1,5 % pour les plus de 50 ans. »

### **Une dramatique réalité... il n'y a plus de travail !!**

J'entendais encore ce matin quelques penseurs « ligne Maginot » nous expliquer doctement que JAMAIS, mais alors JAMAIS la robotique et les progrès techniques n'allaient créer plus de chômage mais encore plus d'activité et donc de travail pour tous... Il y a des fois, les bras m'en tombent !

Que les mutations techniques permettent l'émergence de nouveaux postes est une évidence mais le travail créé désormais n'est plus suffisant pour remplacer le travail détruit. Néanmoins, ce n'est pas la seule raison. Le capitalisme en lui-même cherche toujours à faire mieux avec moins, et ce n'est pas la seule raison : les délocalisations permettent aussi de diminuer les coûts en faisant travailler « là-bas » et en fermant des usines ici.

C'est la conjonction de ces multiphénomènes qui explique la raréfaction de l'emploi. Cette rareté de travail est une évidence, elle est palpable dans chaque bled de France et de Navarre, dans chaque agence de Paul Emploi, dans chaque village, dans chaque famille, dans chaque statistique, partout, notre économie suinte le chômage de masse...

Cela pose logiquement des problèmes humains dramatiques. Car derrière chaque chômeur, il y a des familles qui se paupérisent, qui ont peur, qui dépriment, qui ne peuvent plus se projeter vers l'avenir, qui ne peuvent plus rêver de futur.

La réalité économique c'est que jusqu'à présent, le travail est la seule façon de répartir la richesse créée par le système. Sans travail, point de répartition de la richesse et, accessoirement, de moins en moins de consommateurs solvables. Alors lorsque la richesse ne peut pas être répartie par le travail, nous utilisons la solidarité ou l'assistanat... Je laisse le choix du terme le plus approprié à votre sagacité.

## **Je peux créer demain un emploi pour chaque chômeur payé 2 000 euros par mois !**

Nous pouvons faire autrement et un autre chemin est parfaitement possible, la preuve par les chiffres ! Je vous propose donc juste ce petit exercice pour remuer nos méninges ! Je ne dis pas que c'est ce qu'il faut faire, je dis simplement que lorsque j'entends des politiques m'expliquer que l'on ne peut rien, je crie fadaïses et mensonges !! On PEUT faire, si on le souhaite, une autre politique.

### **Posons les chiffres :**

« Selon les derniers chiffres de l'Unédic, 33,6 Mds€ ont ainsi été dépensés en 2013 en indemnisation. Un montant équivalent aux contributions recouvrées par les cotisations chômage prélevées sur les salaires. La somme est rondelette en soi, mais en apparence seulement : rapportée aux 2,27 millions de chômeurs indemnisés par l'Unédic (auxquels s'ajoutent les bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité, l'ASS), ce montant équivaut à 13 740 € versés à chacun par an, soit une indemnité moyenne de 1 100 € net par mois. »

### **Nous pouvons donc remplacer l'indemnisation de 3 millions de chômeurs par 3 millions de postes.**

Mais allons plus loin et prenons aussi le volet formation professionnelle (qui ne sert à rien vu que le chômage augmente au même rythme que nos dépenses de formation...). Il y en a pour autant, soit entre 30 et 35 milliards d'euros chaque année... Cela nous fait donc 11 000 euros par chômeur de plus.

Nous arrivons donc à 22 000 euros par an pour 3 millions de chômeurs chômeurs !

### **Le droit opposable au travail pourrait exister !**

Jusqu'à présent, nous avons raisonné en « assurance chômage » où en réalité nous considérons l'inactivité comme un accident assurable par la collectivité. Nous pouvons aussi changer notre façon de voir et considérer qu'il n'y a pas de droit au « chômage » mais un devoir de travailler (contre rémunération). L'État vous garantit un travail et une rémunération mais n'a



pas à indemniser une inactivité.

Techniquement, cela peut parfaitement fonctionner.

Économiquement, cela peut parfaitement fonctionner et nous avons largement assez d'argent. D'ailleurs, je n'ai pas parlé des sommes versées dans le cadre du RSA...

Socialement, nous ne laisserions personne au bord de la route.

J'en entends déjà hurler au communisme... Qu'ils hurlent, la réalité c'est que nous dépensons déjà toutes ces sommes et qu'il faut se demander si l'ensemble de nos systèmes hérités de la Seconde Guerre mondiale sont encore efficaces 70 ans après... La réponse est, évidemment, non !

Nous pouvons faire autrement, un autre chemin est possible, une autre société est envisageable et au bout du compte, l'ensemble de ces choix, c'est au peuple de France de les faire, c'est une question politique. Le problème c'est que nous n'avons que des ânes à la tête de ce pays qui pensent qu'une grande réforme c'est aller modifier le nombre de notaires pour relancer la croissance...

Nous devons tout changer, à commencer par notre façon de penser. Nous avons des marges de manœuvres financières en réalité considérables, le problème c'est comment utiliser notre disponible financier et pour quoi faire.

Mon point de vue sur la chose est assez simple. Ce disponible c'est l'argent du peuple. Et l'argent du peuple, c'est pour le peuple. Or vous aurez compris que cette dernière partie de la remarque a tendance à être passée sous silence.

Nous pouvons aussi dire que nous ne faisons pas face à une crise économique mais à une crise politique puisque nos dirigeants refusent de prendre les décisions qu'il faudrait prendre... C'est à la fois aussi simple et aussi compliqué mais, finalement, c'est aussi porteur d'espoir et... d'optimisme ! Oui les solutions existent, oui on peut les financer, oui nous pouvons résoudre tous nos problèmes et nos maux un par un.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

À demain... si vous le voulez bien !!

## Une faillite de la Grèce coûterait au moins 40 milliards d'euros à la France !!

Cet article du *Point* revient sur le coût d'une sortie de la Grèce pour la France qui est estimé ici à 40 milliards d'euros alors que l'institut allemand IFO prévoit, quant à lui, un montant de 66 milliards d'euros vraisemblablement plus proche de la réalité...

Cela va poser un léger problème aux finances publiques françaises mais notre président pourra dire « on ne pouvait pas prévoir l'accident grec.... »

### **Une facture qui pourrait atteindre 42 milliards d'euros pour la France**

« Deuxième économie de la zone euro, la France est particulièrement exposée à la Grèce. Dans le cadre du premier plan d'aide, elle a déboursé 11,38 milliards des 52,9 milliards prêtés par les Européens sous la forme de prêts bilatéraux, rappelle Éric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG School of Management. Soit plus de 21 % contre près de 29 % pour l'Allemagne (15,1 milliards). De l'argent que les deux pays ont eux-mêmes emprunté sur les marchés, ce qui a aggravé leur taux d'endettement. »

 IESEG SCHOOL OF MANAGEMENT	Prêts en milliards d'€	% du total
Allemagne	15,165	28,67%
France	11,389	21,53%
Italie	10,008	18,92%
Espagne	6,650	12,57%
Pays Bas	3,194	6,04%
Belgique	1,942	3,67%
Autriche	1,555	2,94%
Portugal	1,102	2,08%
Finlande	1,004	1,90%
Irlande	0,347	0,66%
Slovénie	0,243	0,46%
Luxembourg	0,140	0,26%
Chypre	0,110	0,21%
Malte	0,051	0,10%
Total	52,9	100,00%

« À ces 11,38 milliards de facture potentielle, il faut ajouter la part française dans le deuxième plan d'aide à la Grèce destiné à faciliter la restructuration de la dette détenue par les investisseurs privés, à recapitaliser les banques grecques en difficulté et à continuer à financer le pays. Cette contribution passe par des garanties apportées sur les emprunts du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Cette institution de sauvetage provisoire de la zone euro a déjà prêté 141,8 milliards à la Grèce sur plus de 30 ans avec une période de 10 ans sans versement d'intérêts. Le montant des engagements hexagonaux se monte à 31 milliards d'euros. L'Allemagne, elle, est exposée à hauteur de 41,3 milliards. »

### Un secteur bancaire moins exposé

« En revanche, les banques françaises privées ont considérablement réduit leur exposition au secteur public grec, tout comme les banques allemandes. Leur engagement s'est effondré depuis 2010 de plus de 14 milliards de dollars, à 120 millions, a calculé Éric Dor... » Et comment les banques commerciales ont-elle fait ? Elles ont tout simplement refile les dettes grecques pourries et moisies aux États européens comme la France et l'Allemagne. En clair, ce sont les contribuables qui vont payer comme à chaque fois dans l'une des plus grandes socialisations de pertes privées... Pathétiques gouvernements vendus aux pouvoirs bancaires.



Comme vous pouvez le voir sur ce graphique ci-dessus, les banquiers ne vont pas, mais alors pas du tout souffrir de la sortie de la Grèce de la zone euro. En revanche, en ce qui nous concerne, il va falloir passer à la caisse et avec 66 milliards de trou, il est peu probable que notre mamamouchi « Assume-tout » 1er puisse tenir sa promesse de ne pas augmenter les impôts.

Heureusement qu'il nous expliquait tout son blabla sur son ennemi la finance sans visage parce que dans les faits, ceux qui sont punis, ceux qui sont traités comme des ennemis ce n'est pas la finance mais bien les peuples d'Europe. Là encore nous prenons le problème à l'envers. En voulant sauver les banques, nous condamnons les États à la faillite et donc les peuples.

Charles SANNAT [Source \*Le Point\* ici](#)

### **Allemagne : l'emploi atteint un niveau record**

En Allemagne, c'est presque le plein emploi. Attention, ces chiffres excellents cachent quelques misères comme les fameux job à un euro de l'heure et une paupérisation de plus en plus massive. Cela cache également la désindustrialisation du reste de l'Europe qui lorsqu'elle perd des capacités de production les voit se transférer progressivement vers l'Allemagne... En clair, quand on perd du travail ici, on en crée en Allemagne car pour le moment nous avons encore des besoins... Sauf que ces besoins sont désormais comblés par l'industrie allemande... En attendant qu'elle soit rattrapée par l'industrie chinoise et la robotique.

Charles SANNAT

### **L'euro chute au plus bas niveau depuis neuf ans!**

L'euro poursuit son recul, le pétrole sa chute et les indices boursiers leur baisse... Rien ne va plus ! Le tout accompagné d'un silence assourdissant de la BCE et de son gouverneur Mario Draghi qui aura bien du mal cette fois à rassurer à bon compte uniquement avec quelques paroles... Et rien ne dit, compte tenu de l'attitude allemande, que la BCE obtienne l'autorisation pour un QE massif et « illimité »...

Charles SANNAT

## **Pour le patron de l'IFO, la Grèce doit sortir pour s'en sortir... Enfin du réalisme économique !**

Alors que certains persistent à penser parce que c'est plus rassurant que Merkel veut juste « mettre un coup de pression » aux Grecs avant l'élection, voici le patron de l'IFO, Hans-Werner Sinn, qui évoque sans tabou et sans ambiguïté la sortie de la Grèce de la zone euro !

Pire... Il explique avec un langage cru de vérité la réalité économique de la Grèce que seuls les europathes ne veulent pas voir, à savoir que la situation financière de la Grèce est irrémédiablement compromise.

« Pour Hans-Werner Sinn, la Grèce peut éviter un défaut en sortant temporairement de la zone euro. « Avec une forte coupe de la dette, évidente ou dissimulée, il y aurait une autre banqueroute. S'ensuivraient de nouveaux prêts et de nouvelles coupes de la dette, encore et encore lors des prochaines années, si on ne rétablit pas la compétitivité du pays via une sortie de la zone euro et une dévaluation de la monnaie. »

[Les dettes de la Grèce seraient-elles effacées à 100% qu'elle ne s'en tirerait pas plus. C'est cela la fin de la croissance.]

Pour lui, un tel scénario de sortie ordonné coûterait 77 milliards d'euros à l'Allemagne et 66 milliards à la France.

Son point de vue, que je partage entièrement, est que la seule façon pour la Grèce de s'en sortir c'est de sortir... Dommage simplement que l'on ait mis presque 8 ans pour s'en rendre compte et l'accepter...

Charles SANNAT [Source Les Échos ici](#)

## **La Chine, première économie mondiale devant les États-Unis ?**

C'est un papier assez exceptionnel et particulièrement long dans lequel la Chine, par la voix de son agence de presse officielle, livre sa réaction et son analyse au classement de la Chine à la première place de l'économie mondiale.

La Chine est une grande nation et le leadership américain sera contesté par la Chine par sa vision politique et de collaboration allant à l'encontre de l'hégémonie agressive américaine de cette dernière décennie.

Tout un programme à lire et à partager sans modération tant ce sujet est

crucial pour comprendre les évolutions de notre monde !!

Pour lire la suite : <http://www.lecontrarien.com/la-chine-premiere-economie-mondiale-devant-les-etats-unis-07-01-2015-important>

Charles SANNAT

## **Le rêve de l'huile de schiste risque de se transformer en une bulle – Pétrole: le prix du baril pourrait bientôt atteindre 90 USD**

**(ministre iranien)**

**Blog de la résistance 06 janvier 2015**

**Deux infos complémentaires et intéressantes : le pétrole ne restera pas longtemps à ces prix, mais on peut parier qu'il le restera le temps que des dégâts soient irréversibles pour les US, qui que ce soit derrière la baisse (qui est aussi due à la conjoncture mondiale : l'économie ralentit partout) . Z .**

=====

**La « bulle » de l'économie américaine continue à augmenter. Après l'effondrement du marché de l'immobilier et de l'e-commerce au début des années 2000, un nouveau rêve américain est sur le point de s'effondrer. C'est celui de la révolution de l'huile de schiste. Le pic de la production de cet hydrocarbure pourrait être atteint dès l'année prochaine. Ensuite, une fois l'euphorie temporaire sera passée, il va falloir augmenter les importations.**

Les appareils de forage ont déjà été déployés en masse aux Etats-Unis, dans le but non seulement d'approvisionner en hydrocarbures le pays, mais aussi pour exporter l'huile de schiste. Désormais les entreprises en charge des projets n'ont pas beaucoup de choix : soit de forer sans faire des bénéfiques, soit de tout simplement arrêter la production. La plupart des entreprises fonctionnent pour payer au moins les salaires aux employés. Et les sociétés productrices de l'huile de schiste ont contracté des crédits qu'ils n'arrivent pas à rembourser. Une situation qui ne peut pas durer longtemps, compte tenu des difficultés que rencontre le secteur.

La plupart des acteurs de ce secteur énergétique vit grâce aux fluctuations du

marché. En se basant sur les chiffres de l'Agence d'information sur l'Énergie (Energy Information Administration), Barack Obama a promis une production stable pour cent années à venir. Sauf qu'il n'a pas tenu compte dans ses calculs du fait que le volume produit est trois fois moins important que toutes les réserves. Mais la foi dans un avenir brillant de l'énergie de schiste reste bien vivante. Les volumes de production augmentent, les coûts baissent et cette baisse des prix sera bénéfique pour l'économie américaine, car les Américains pourront faire des économies sur l'essence. En attendant, les États-Unis se sont transformés soudainement en le plus gros importateur et le plus gros producteur.

Certains experts reconnaissent que la révolution de schiste a été prématurée. Des études récentes montrent que les réserves sont deux fois moins importantes que le volume annoncé par le gouvernement américain. Quant au maintien de la production à un niveau nécessaire, cela risque de coûter trop cher pour qu'on parle des bénéfices.

Mais la position globale de Washington sur cette question ne change pas pour l'instant. Les experts ne croient pas en un effondrement possible du secteur de l'exploration de l'huile de schiste. Tout simplement parce que cet effondrement ne peut pas avoir lieu. Tout comme Enron, qui contrôle de fait le marché et de ce fait ne devait pas faire faillite.

Sans faire attention aux erreurs graves qu'ils commettent, les Américains continuent à poursuivre leur rêve de devenir une hégémonie énergétique. Mais ce rêve n'est probablement qu'une nouvelle bulle « made in the USA ».

[http://french.ruvr.ru/2015\\_01\\_05/Le-reve-de-l-huile-de-schiste-risque-de-ce-transformer-en-une-bulle-3181/](http://french.ruvr.ru/2015_01_05/Le-reve-de-l-huile-de-schiste-risque-de-ce-transformer-en-une-bulle-3181/)

### **Pétrole: le prix du baril pourrait bientôt atteindre 90 USD (ministre iranien)**

**Les prix du pétrole pourraient augmenter au cours des prochains mois pour se situer entre 70 et 90 dollars le baril, a indiqué lundi le ministère iranien du pétrole dans un communiqué.**

*« Pour la première fois, les médias s'opposent à la chute des prix du pétrole. Mieux, les désaccords entre les républicains et les démocrates aux États-Unis pourraient provoquer des fluctuations des cours du pétrole. Dans ce*



*contexte, on peut supposer que le prix du brut atteindra 70 à 90 dollars au cours des prochains mois », lit-on dans le communiqué qui cite le ministre du Pétrole, Bijan Namdar-Zanganeh.*

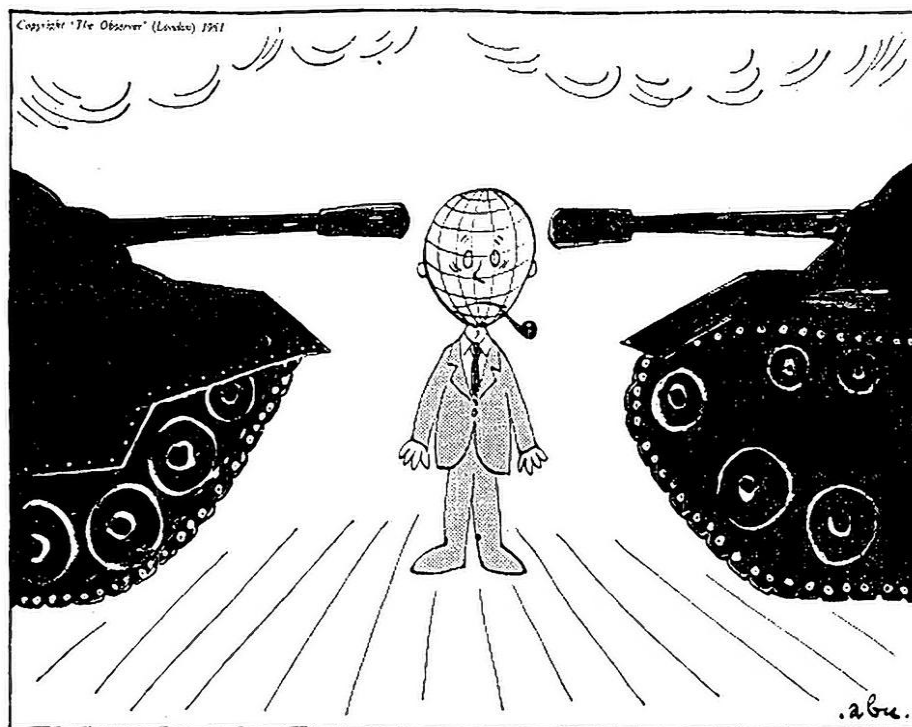
Selon ce dernier, l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ne pourra influencer sur l'état du marché pétrolier qu'en réduisant la production de cet hydrocarbure.

Les cours mondiaux du pétrole ont considérablement chuté depuis l'été dernier suite à la sursaturation du marché. Le 27 novembre, les pays membres de l'OPEP ont décidé de maintenir la production pétrolière au niveau de 30 millions de barils par jour, ce qui n'a pas tardé à accélérer la dégringolade des prix de l'«or noir».

[RIA Novosti](#)

## 2015, une année charnière pour des crises économiques et financières et des guerres ?

Blog de la résistance et Mondialisation.ca , 06 janvier 2015



Balance of terror

Et j'ajouterais à ces citations celle ci, lisez bien :

- Comment un homme s'assure-t-il de son pouvoir sur un autre,

**Winston?**

**Winston réfléchit:**

**- En le faisant souffrir répondit-il.**

**-Exactement. En le faisant souffrir. L'obéissance ne suffit pas. Comment, s'il ne souffre pas, peut-on être certain qu'il, non à sa volonté, mais à la vôtre? Le pouvoir est d'infliger des souffrances et des humiliations. Le pouvoir est de déchirer l'esprit humain en morceaux que l'on rassemble ensuite sous de nouvelles formes que l'on a choisies. Commencez vous à voir quelle sorte de monde nous créons? C'est exactement l'opposé des stupides utopies hédonistes qu'avaient imaginées les anciens réformateurs. Un monde de crainte, de trahison, de tourment. Un monde d'écraseurs et d'écrasés, un monde qui, au fur et à mesure qu'il s'affinera, deviendra plus impitoyable. Le progrès dans notre monde sera le progrès vers plus de souffrance. L'ancienne civilisation prétendait être fondée sur l'amour et la justice, la nôtre est fondée sur la haine.. Dans notre monde, il n'y aura pas d'autres émotions que la crainte, la rage, le triomphe et l'humiliation. Nous détruirons tout le reste, tout.**

**1984 de Georges Orwell . Z .**

=====

*« Le patriote dangereux : “Celui qui verse dans le chauvinisme et fait montre d'un enthousiasme aveugle pour les actions militaires. Il se fait l'apôtre du militarisme et des idéaux de guerre et de gloire. Le chauvinisme est une forme orgueilleuse et belliqueuse de patriotisme, . . laquelle cible de nombreux ennemis avec qui on ne peut traiter que par la force militaire et qui confond honneur national et victoires militaires. » – James A. Donovan (1916-1970), avocat américain et commandant de la Réserve de la Marine des États-Unis*

*« Là où existe une concentration du pouvoir entre quelques mains, trop souvent ce sont des hommes avec une mentalité de gangsters qui prennent le contrôle. » - Lord Acton (1834-1902) (John E. Dalberg), historien catholique anglais, homme politique et écrivain*

*« Si vous souhaitez la guerre, adoptez une doctrine. Les doctrines sont les plus effroyables tyrans auxquels les hommes peuvent être assujettis. » – William Graham Sumner (1840-1910), universitaire américain*

*« La grande règle de conduite pour nous en ce qui concerne notre politique étrangère est d'accroître nos relations commerciales, mais d'avoir avec les pays étrangers le moins de rapports politiques que possible. ... Notre véritable politique [étrangère] consiste à éviter les alliances permanentes avec quelque partie que ce soit du monde extérieur. » – George Washington (1732-1799), premier président des Etats-Unis, (1789-1797), Discours d'adieu, 1796*

**De nos jours, des néoconservateurs ([“Neocons”](#)) militaristes exercent un contrôle quasi complet sur le gouvernement américain derrière la façade de quiconque est le président en poste. En effet, on les retrouve derrière les politiques du Département d'État, du Pentagone, du Trésor américain et de la banque centrale américaine. Ils sont ainsi en mesure d'influencer et de dicter la politique étrangère, la politique militaire, les politiques économiques et financières et la politique monétaire des États-Unis.**

Ce n'était guère le cas avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Ronald Reagan (1981-1989) alors que celui-ci adopta une « politique étrangère dite musclée » d'inspiration neocon, laquelle reposait sur l'interventionnisme militaire américain à l'étranger, la guerre perpétuelle, les renversements arbitraires de gouvernements étrangers, et une [gouvernance mondiale impériale](#) exercée par les États Unis sur tout enjeu impliquant des intérêts américains et ceux de leurs alliés les plus proches.

Même s'ils s'en sont moins bien tirés sous l'administration de George H. Bush (1989-1993), alors qu'on les considérait comme les “cinglés au sous-sol”, les neocons américains sont remontés à la surface au sein du gouvernement américain de l'administration de Bill Clinton (1993-2001) en se faisant les architectes de la guerre du Kosovo menée par les USA et du démantèlement irresponsable de la [loi Glass-Steagall](#) qui mena à la crise financière mondiale de 2008.

Le coup de maître des néocons américains, cependant, fut de persuader le gouvernement de George W. Bush et de Dick Cheney de lancer l'invasion américaine (illégale) de l'Irak, en 2003, une guerre toujours d'actualité aujourd'hui et qui est même en pleine expansion, douze années plus tard. Ce sont eux également qui ont pondu la fameuse « [Doctrine Bush](#) » de la

suprématie américaine unique, laquelle mettait de l'avant l'idée des guerres préventives (illégales) et celle du renversement par le gouvernement américain de gouvernements étrangers récalcitrants.

Les faucons néo-conservateurs américains ont longtemps véhiculé cette idéologie, surtout quand Paul Wolfowitz occupa le poste de secrétaire adjoint de la défense pour les politiques dans le gouvernement de George H. Bush (1989-1993), (même si ce dernier répudia publiquement leur doctrine), et aussi au moyen de divers rapports rédigés par un institut neocon surnommé « le Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC) » fondé par William Kristol et Robert Kagan.

En effet, après la chute de l'empire soviétique en 1991 et l'ère de paix qui s'ouvrait alors au monde, les néo-conservateurs se sont vite employés à combattre l'idée que les contribuables américains puissent profiter d'un certain « [dividende de la paix](#) ». À leurs yeux, il fallait plutôt que les États-Unis saisissent l'occasion créée par la chute de l'Empire soviétique pour consolider leur statut de seule superpuissance militaire mondiale. En conséquence, il ne fallait donc pas réduire les dépenses militaires américaines, mais bien plutôt les accroître. Leur but était ni plus ni moins de construire un [nouvel Empire américain](#) pour le 21ème siècle, sur le modèle de l'[Empire britannique](#) au 19ème siècle.

En effet, suite aux événements du 9/11 et l'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche en 2001, Paul Wolfowitz, cette fois-ci en tant que sous secrétaire en titre à la Défense de Donald Rumsfeld, était en meilleure position qu'auparavant pour mousser l'idée d'augmenter les dépenses militaires américaines et pour formuler une nouvelle politique étrangère agressive pour les États-Unis.

Le fait le plus troublant, peut-être, était le fait que le PNAC avait publié un document en 2000, intitulé « Reconstruire les défenses de l'Amérique », (et dont Paul Wolfowitz fut signataire), lequel contenait une phrase énigmatique que seul un “nouveau Pearl Harbor” permettrait de faire accepter par le peuple américain les transformations dans la politique militaire américaine que le groupe néo-conservateur souhaitait. Et, comme par hasard, en septembre 2001, le “nouveau Pearl Harbor” se produisit sous la forme des attaques du 9/11.

Il en résulta, primo, la [guerre en Afghanistan](#), pays où les terroristes du 9/11

(originaires de l'Arabie Saoudite et de quelques autres pays) s'étaient entraînés, et secundo, la [guerre contre l'Irak](#), un pays nullement relié, même d'une manière éloignée, aux attentats du 9/11.

En ce début de 2015, les Néocons occupent des postes clés au sein de l'administration de Barack Obama et il ne faut pas se surprendre que la politique étrangère des États-Unis ne soit guère différente de celle poursuivie par le gouvernement de George W. Bush. Ils s'emploient constamment à proposer des provocations, des affrontements, des conflits et des guerres. En fait, l'année 2015 pourrait bien être l'année où plusieurs des feux qu'ils ont allumés pourraient se transformer en conflagrations.

En voici quelques uns :

### **1- Le risque d'une autre crise financière et économique majeure**

Le président américain Barack Obama signa, le 21 Juillet 2010, une version déjà édulcorée de la [loi Dodd-Frank](#) de réforme de Wall Street et de protection des consommateurs afin d'enrayer la corruption financière qui conduisit à la crise financière de 2008. La nouvelle loi avait pour but de rétablir une partie des dispositions de la Loi "Glass-Steagall" de 1933, laquelle fut en grande partie abolie par le gouvernement de Bill Clinton en 1999. Le tout afin d'éviter que les méga banques et les grandes sociétés d'assurance se servent des dépôts assurés par l'État pour se monter une pyramide de paris risqués sur le marché des produits dérivés (swaps de défaut de crédit, swaps de matières premières, titres adossés à des dettes et d'autres produits dérivés risqués du même acabit.

Mais fait surprenant! Seulement quatre ans plus tard, le 16 décembre 2014, des lobbyistes et des avocats travaillant à plein temps pour les méga banques persuadèrent le Président Obama de signer un énorme projet de loi omnibus de plus d'un milliard de dollars, déguisé en un budget. Or, on y trouvait une disposition spéciale qui visait à supprimer la règle connue sous le vocable de "swaps push-out", destinée à obliger les méga banques qui bénéficient d'une assurance publique pour leurs dépôts à créer des filiales séparées pour spéculer sur certains types de produits dérivés.

En d'autres termes, les méga banques américaines sont maintenant en mesure de spéculer avec les dépôts assurés par le gouvernement. Quand un tel château de cartes financier s'effondrera de nouveau est impossible à prédire,



mais on peut raisonnablement être certain que cela arrivera, surtout si un choc politique ou économique grave allait frapper l'économie.

Je qualifierais ce jeu législatif de "casse-cou financier" et j'appellerais l'abdication d'Obama face aux méga banques de geste de "lâcheté politique". Car, ne nous méprenons point, on sait tous qui paiera pour les pots cassés quand cela se produira. Ce seront les gens ordinaires et certainement pas les méga banques, lesquelles ont réussi, après la crise financière de 2008, à transformer en argent sonnante la montagne de leurs titres insolubles, adossés à des créances, avec l'aide complaisante de la Fed.

L'économie américaine et celle de nombreux autres pays sont encore sous le choc de la crise financière de 2008, laquelle fut provoquée par des politiciens et des banquiers corrompus, avec leurs règlements laxistes ou inexistantes et leurs programmes de spéculation excessive. De telles économies sont vulnérables et sensibles à des chocs financiers imprévus, essentiellement parce les ratios dette-revenu sont encore élevés dans de nombreux pays, y compris aux États-Unis où le ratio d'endettement a atteint un sommet de 177 pour cent juste avant la récession économique de 2008-09 et où il se situe encore aujourd'hui à hauteur de 152 pourcent. (Historiquement, le ratio des dettes sur les revenus est demeuré bien en deçà de 90 pourcent.) Une hausse soudaine des taux d'intérêt pourrait donc avoir des conséquences néfastes pour plusieurs économies.

D'une part, il y a l'[Union européenne](#) (UE), la plus grande économie mondiale, laquelle est au bord du gouffre d'une récession économique. Cela est dû à plusieurs facteurs, à commencer par les effets pervers des divers programmes d'austérité des pouvoirs publics, à ceux découlant d'un euro surévalué (pour plusieurs pays de la zone euro) et à ceux qui découlent du conflits avec la Russie au sujet de l'élargissement de l'OTAN pour englober l'Ukraine. On s'accorde pour dire que l'Europe vit présentement une décennie perdue avec ses taux de chômage élevés, son faible taux de croissance économique et la détérioration généralisée des conditions sociales dans plusieurs pays européens. Et, on ne voit pas encore la lumière au bout du tunnel.

L'[économie chinoise](#), la troisième plus grande économie du monde, fonctionne également au ralenti. La Chine possède une capacité excédentaire de fabrication compte tenu de la faible demande mondiale, tandis que ses

exportations sont pénalisées par l'appréciation de 25 pour cent du renminbi depuis 2004. En outre, son secteur financier est également vulnérable dû au fait que son niveau d'endettement est maintenant à hauteur de 176 pour cent de son produit intérieur brut (PIB). L'économie chinoise doit également composer depuis quelques années avec les changements structurels que le gouvernement chinois souhaite mettre de l'avant afin de réduire la trop grande dépendance du pays sur les marchés étrangers. Le gouvernement vise ainsi à passer d'un modèle économique axé sur l'exportation à un modèle reposant davantage sur la demande intérieure.

Du côté américain, l'économie est encore fragile et semble incapable de générer suffisamment de nouveaux emplois, malgré une certaine embellie ces derniers mois, alors même que le taux de participation au marché du travail a diminué, passant de 66,5 pour cent avant la récession économique de 2008-09 à seulement 62,7 pourcent présentement. Le fait que de nombreux Américains occupent des emplois à temps partiel tout en souhaitant avoir un emploi à temps plein, et que les salaires réels de ceux qui travaillent ou bien stagnent ou sont en baisse, sont autant d'indicateurs de cette précarité.

Comme le gouvernement américain n'a aucune politique fiscale ou industrielle digne de ce nom, il incombe à la banque centrale, la Fed, de suppléer avec la politique monétaire la plus agressive de son histoire. En effet, la Fed a quadruplé ses prêts aux grandes banques, depuis 2008, à raison de \$ 4,5 trillions, et elle a poursuivi une politique risquée de taux d'intérêt artificiellement bas, certains frôlant le zéro.

Avec une telle politique, la Fed a provoqué l'émergence d'une gigantesque bulle des actifs financiers. Le dénouement de cette prodigalité monétaire ne sera pas une tâche facile. Qui plus est, le gouvernement américain sera plongé dans une impasse politique au cours des deux prochaines années, alors que le Congrès américain sera sous contrôle républicain, en opposition à un président démocrate. Cela ne facilitera guère la tâche du gouvernement s'il lui fallait faire face à une nouvelle crise financière.

Un autre signe inquiétant est l'effondrement de la vitesse de circulation de la monnaie aux États-Unis, un phénomène ressemblant à celui connu à la fin des années '20, juste avant le début de la Grande Dépression. La vélocité de la monnaie est aujourd'hui à son niveau le plus bas des vingt dernières années. Le fait que le secteur gouvernemental et le secteur financier aux



États-Unis soient tous deux affaiblis est de nature à soulever des inquiétudes pour les prochaines années.

## **2- Danger réel d'un affrontement thermonucléaire avec le regain de la vieille guerre froide avec la Russie**

Jouer au casse-cou en matière financière est une chose; jouer avec le feu avec la guerre nucléaire en est une autre. Malheureusement, le gouvernement américain semble se complaire dans ces deux paris risqués en mettant de l'avant des politiques néoconservatrices.

En effet, depuis quelques années, le gouvernement américain s'est lancé dans une guerre d'agression géopolitique contre la Russie, d'abord en adoptant une [politique d'encerclement](#) géopolitique et militaire de ce pays avec l'intention avouée d'élargir l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie en y intégrant l'[Ukraine](#), et ensuite, en menant une guerre économique ouverte contre la Russie afin de saper son économie et, à terme, afin de provoquer un changement de régime dans ce pays. C'est un jeu dangereux.

Certains parmi les Neocons les plus lunatiques souhaitent ouvertement une [3ème guerre mondiale](#), mettant en cause cette fois-ci la Russie, un pays contre lequel ils semblent nourrir une animosité toute personnelle. Ce sont-là quelques-uns des conseillers auxquels le président américain Barack Obama prête oreille.

### **Le pétrole comme arme politique**

La baisse de 50 pourcent des prix du pétrole en 2014 a de fortes chances de faire partie d'un plan de [guerre économique](#) élargi menée par les USA pour déstabiliser l'économie russe en provoquant une crise sur le marché international du pétrole, sachant fort bien que 50 pourcent des recettes de l'État russe provient de ses ventes d'exportation de pétrole et de gaz. Les décideurs politiques à Washington D.C. ont comme objectif premier de briser la dépendance qu'ont les européens envers la grande société russe Gazprom, et ainsi affaiblir l'économie russe et renforcer leur influence sur l'Europe, en lui substituant des fournisseurs de pays clients des USA, tels l'Arabie saoudite et le Qatar.

Une telle baisse artificielle du prix du pétrole semble être un complément aux décisions déjà connues, soit d'imposer à la Russie des sanctions unilatérales sévères, tant économiques et financières, dont la source est le [Bureau du](#)

Trésor américain pour la lutte anti-terrorisme et le renseignement financier, (une agence créée en 2004 suite à un lobbying intense de la part l' AIPAC) et d'autres tentatives mises de l'avant par le gouvernement américain pour réduire la dépendance de l'Europe envers le pétrole et le gaz russes.

En septembre dernier, l'Arabie saoudite, un pays jouissant d'une capacité excédentaire de production de pétrole à faible coût (et donc en mesure de manipuler le prix international du pétrole), a soudainement et dramatiquement décidé de vendre son pétrole brut à des prix fortement réduits et de maintenir sa production à de hauts niveaux, en dépit d'une baisse de la demande mondiale de pétrole.

Cela rappelle, à l'inverse, ce que firent l'Arabie saoudite et les pays de l'OPEP à l'automne 1973 quand ils quadruplèrent d'un coup le prix du pétrole et provoquèrent une récession économique mondiale.

Il n'y a pas si longtemps, soit en 1986, l'Arabie saoudite se lança dans une opération semblable en inondant le marché international de pétrole bon marché, ce qui fit dégringoler le prix du baril de pétrole à moins de dix dollars. Cela se fit avec l'accord du gouvernement américain de Ronald Reagan. L'objectif était alors de saper les économies de l'Union soviétique et de son allié l'Irak, même si d'autres économies productrices de pétrole, telle l'économie canadienne, subirent les contre coups de la manœuvre.

Cette fois-ci, il semble y avoir un échange de bons procédés entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. En effet, l'objectif principal d'un point de vue américain est d'affaiblir les secteurs énergétiques des économies russe et iranienne, et de nuire aux finances du gouvernement russe du président Vladimir Poutine, tout en s'assurant la collaboration de l'Arabie saoudite dans la lutte contre le groupe État islamiste (EI) en Irak et en Syrie.

Du point de vue de l'Arabie saoudite, une guerre des prix du brut lui permet d'atteindre des objectifs régionaux et internationaux de trois façons.

Tout d'abord, il est bien connu que le gouvernement saoudien veut continuer à dominer la production de pétrole et de gaz dans toute la région du Moyen-Orient, mais doit faire face à l'Iran et à la Syrie dans sa volonté d'investir le riche marché européen. En deuxième lieu, le gouvernement saoudien aimerait également faire pression sur la Russie pour que ce dernier mette fin à son appui au gouvernement al-Assad en Syrie. Troisièmement, l'Arabie saoudite

souhaite également regagner ses parts de marché perdues aux mains de producteurs de pétrole plus coûteux, soit ceux qui produisent du pétrole de schiste ou du pétrole à partir de sables bitumineux. En faisant chuter les prix du pétrole, l'Arabie saoudite espère ainsi réduire ou même acculer à la faillite ces productions alternatives de pétrole, en les rendant moins rentables.

Une telle démarche n'est toutefois pas sans conséquences, car elle va nuire gravement à la production de pétrole de schiste dans le Dakota du Nord aux États-Unis, tandis que des états producteurs de pétrole comme le Texas pourraient entrer en récession, même si l'économie globale des États-Unis devrait bénéficier d'un pétrole moins cher. La production de pétrole à partir des sables bitumineux en Alberta, au Canada, sera également frappée de plein fouet et cela se traduira par une baisse du dollar canadien, et possiblement par une récession économique au Canada. Les industries pétrolières à partir de schiste et de sables bitumineux seront les principales victimes innocentes de la politique géopolitique globale poursuivie par le gouvernement américain et ses alliés du Moyen-Orient.

En effet, considérant que le royaume de l'Arabie Saoudite est un proche allié des États-Unis, il est fort improbable que la décision d'inonder le marché international du pétrole et de précipiter une chute rapide des prix ait été prise sans un accord tacite, ou même formel, de la part du gouvernement américain. En réalité, on pense que lorsque le Secrétaire d'État américain John Kerry a rencontré le roi Abdallah en septembre dernier, un [marché](#) aurait été conclu à cet effet.

### **L'Ukraine en tant que pion géopolitique**

Venons-en maintenant à la déstabilisation du pays voisin de la Russie, soit l'[Ukraine](#). La Secrétaire d'État-adjointe au Département d'État américain, Victoria Nuland, a confirmé que le gouvernement américain a joué un rôle très actif dans le renversement du gouvernement ukrainien légitimement élu, en février dernier, avec l'objectif avoué d'installer dans ce pays un [gouvernement fantoche](#) sous tutelle américaine. Ce type de politique fait une parodie de l'idéal démocratique et démontre jusqu'à quel point le gouvernement américain poursuit une politique agressive d'intervention dans les affaires intérieures d'autres pays.

Mme [Victoria Nuland](#), nommée Secrétaire d'État-adjointe pour l'Europe et l'Eurasie par le président Barack Obama et une néoconservatrice

consommée, a confirmé publiquement que le gouvernement américain a “investi” 5 milliards de dollars dans le but de déstabiliser l’Ukraine et créer un conflit entre ce dernier pays et la Russie. Il est difficile de ne pas conclure que la crise ukrainienne est une crise « made in Washington ». Sa célèbre et insultante [remarque](#) à propos de l’Europe [« f \*\*\* l’UE »] est une autre indication assez évidente que le gouvernement américain voulait provoquer une crise avec la Russie, non pas pour aider les Européens, mais bien plutôt pour servir ses propres objectifs impériaux, quels que soient les coûts qui en résulteraient pour le peuple russe et pour les Européens.

Encore plus troublant, peut-être, est l’irresponsabilité avec laquelle la Chambre des représentants américaine a adopté la [résolution 758](#), le 4 décembre 2014, un geste qui équivaut à toutes fins pratiques à une déclaration de guerre contre la Russie, le tout fondé sur de fausses prémisses, sur des faits déformés et sur de fausses accusations. Avec ce genre de leadership irresponsable, le monde est actuellement en de très mauvaises mains.

En vérité, si des [missiles soviétiques plantés à Cuba](#), à 150 kilomètres des côtes américaines, étaient inacceptables pour le gouvernement des États-Unis en 1962, des missiles américains en Ukraine, aux portes de la Russie, sont tout aussi bien inacceptables pour le gouvernement russe en 2015. Ce qui est bon pour l’un est bon pour l’autre. Pour quiconque connaît l’histoire, cela ne devrait pas être trop difficile à comprendre.

## **Conclusion**

Si les affaires mondiales allaient prendre une tournure pour le pire en 2015, le monde devrait savoir qui en sont les principaux responsables. Certains croient que les événements qui se produisent sur la scène internationale sont l’effet du hasard et qu’ils ne résultent d’aucune planification. Ils ont tort. Deux fois tort. De mauvaises politiques gouvernementales, des méfaits, des opérations sous faux pavillon ou de simples mauvais calculs sont souvent au cœur de plusieurs crises géopolitiques, qu’elles soient financières, économiques ou militaires. Il arrive parfois que les « cinglés au sous-sol » soient en charge.

Il devient de plus en plus clair, même pour les non informés et les mal informés parmi nous, que la nouvelle confrontation de guerre froide est-ouest avec la Russie est venue de Washington D.C. et que la Russie n’en a pas été

l'instigatrice (comme la propagande officielle veut le faire croire), mais que le gouvernement russe a plutôt réagi à toute une série de provocations menées par les USA.

Pourquoi cette kyrielle d'interventions déstabilisantes à travers le monde de la part de certains éléments du gouvernement américain ? À qui une telle instabilité profite-t-elle ? C'est une bonne question à laquelle les Américains ordinaires devraient répondre.

Autres questions : Au plan intérieur, est-ce que l'économie américaine devrait continuer à être dirigée par des banquiers ? Au plan international, est-ce que le gouvernement américain devrait poursuivre sa politique qui consiste à provoquer délibérément le gouvernement russe en le poussant dans ses derniers retranchements et à multiplier les mesures pour saper l'économie russe ? —Ce sont là des actes de guerre. Est-ce que les Américains ordinaires sont en accord avec de telles politiques ? Qui profitera le plus et qui va perdre le plus si cela allait mener à une guerre nucléaire ? Puisque les Européens serviront de chair à canon dans un tel conflit, c'est aussi une question à laquelle les Européens devraient aussi répondre.

De nos jours, ce dont le monde a désespérément besoin, c'est d'une gouvernance mondiale régie par la loi, et non pas la fêrule d'un empire chauvin et belliqueux qui ne voit qu'à ses propres intérêts.

Plus fondamentalement peut-être, devrions-nous rejeter la fausse idéologie de confrontation permanente entre les nations. C'est une grave et dangereuse erreur, laquelle ne peut mener le monde qu'au désastre.

<http://www.mondialisation.ca/2015-une-annee-charniere-pour-des-crisis-economiques-et-financieres-et-des-guerres/5422235>

## **SYRIZA se prépare à une révolution: 'Notre priorité est de briser le pouvoir des oligarques'**

par Audrey Duperron · 07 janv. 2015 [Express.be/](http://Express.be/)





En Grèce, le parti de gauche radicale [SYRIZA pourrait bien remporter les élections législatives du 25 janvier prochain : tous les sondages vont dans ce sens, et il a déclaré que l'une de ses priorités serait de briser le pouvoir des oligarques grecs.](#) Les oligarques auxquels il fait référence forment une petite clique de chefs d'entreprises puissants qui ont exploité leurs liens avec les politiciens pour obtenir des contrats et écarter de potentiels concurrents, en particulier étrangers. Toute action qui limiterait la puissance de ce groupe est susceptible de susciter la controverse, mais permettrait à SYRIZA de recueillir le soutien des Grecs moyens et des créanciers internationaux du pays.

Les analystes de la Grèce ont observé que les magnats grecs ont été relativement protégés par la classe politique grecque qui a continuellement maintenu leur emprise sur l'économie, probablement parce qu'elle avait besoin de leurs financements pour leurs campagnes électorales. La troïka composée du FMI, de la Commission européenne et de la BCE a critiqué les choix de l'actuel premier ministre Antonis Samaras, dont elle a constaté qu'il avait fait porter tout le poids de ses mesures d'austérité sur les citoyens grecs ordinaires, répugnant à porter atteinte aux intérêts des plus favorisés, qui ont été relativement épargnés.

[Dans une interview avec le Financial Times, George Stathakis, un économiste politologue qui enseigne à l'Université de Crète,](#) et qui est considéré comme étant plus libéral que la plupart de ses collègues de SYRIZA, a expliqué que le parti avait l'intention d'examiner en particulier 3 secteurs de l'économie

où ces magnats étaient particulièrement présents : les médias, les contrats publics par appel d'offres, et l'immobilier. Il a par exemple indiqué qu'un gouvernement SYRIZA mettrait fin à la pratique qui consiste à accorder des licences gratuites aux chaînes de télévision commerciales du pays. « Les chaînes commerciales fonctionnent toutes sur une base illégale et l'état a perdu des recettes très importantes », commente-t-il.

SYRIZA veut également suspendre le programme de privatisations pour se donner les moyens d'examiner les conditions de certaines mises en ventes controversées: la cession de terrains en bordure de côte de l'ancien aéroport international d'Athènes, que des investisseurs du Golfe, mais aussi grecs et chinois convoitent, et une concession qui couvre le fonctionnement de 14 aéroports régionaux au profit d'un consortium gréco-allemand.

## [La surprise du pétrole](#)

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 31/12 LesEchos.fr](#)

C'est le choc de cette fin d'année 2014, ou plutôt le contre-choc : le cours du pétrole s'effondre. En six mois, le baril a perdu la moitié de sa valeur. Jamais la reine des matières premières n'avait subi pareille chute – sauf en 2009, lors du grand gel qui avait suivi la faillite de Lehman Brothers, et en 1986, quand l'Arabie saoudite avait décidé d'augmenter sa production. Cette fois-ci, c'est d'abord le jeu du marché qui a provoqué cet ajustement de grande ampleur, basculant des centaines de milliards de dollars ou d'euros des pays producteurs vers les pays consommateurs. La demande a sans cesse été révisée en baisse tout au long de l'année, pour cause de croissance mondiale décevante. L'offre, elle, a gonflé plus que prévu. Des producteurs classiques, comme la Libye, sont montés en puissance. Et des producteurs non conventionnels, comme ceux de gaz de schiste aux Etats-Unis, ont accéléré la cadence.

Après avoir été longtemps manié par un cartel de quelques pays qui s'était fixé comme objectif « la stabilisation des prix » (à haut niveau), l'or noir devient une matière première comme les autres. Il y a désormais un cycle du pétrole, comme il y a un cycle du porc ou du fer. L'histoire récente le montre, avec un long mouvement haussier, provoqué par une forte poussée de la demande stimulée par le boom chinois, et une offre contrainte qui a déclenché une énorme vague d'investissements (1 % du PIB mondial), suivie d'un mouvement baissier à l'œuvre aujourd'hui. L'avenir devrait le confirmer, avec d'autres cycles, puis une



hausse finale causée par l'inévitable raréfaction des ressources.

La vraie surprise dans cette histoire, c'est que l'Arabie saoudite laisse jouer le marché. Il y a près de trente ans, elle l'avait fait pour convaincre ses partenaires de l'Opep de limiter leurs ardeurs exportatrices. Cette fois-ci, elle le fait peut-être pour des raisons géopolitiques, et sans doute pour mettre dans les cordes les producteurs non conventionnels, aux coûts de production plus élevés. Beaucoup d'entre eux vont faire faillite l'an prochain. Mais les Saoudiens n'auront rien réglé. Les ingénieurs continuent de travailler à réduire les coûts. Et les cow-boys du Dakota recommenceront à forer dès que les prix remonteront.

Dans les prochaines années, le pétrole sera donc soumis à la loi du marché, beaucoup plus qu'il ne l'a jamais été dans son passé fait de manipulations, d'oligopoles, d'interventions étatiques. Le marché avec ses vertus – des informations plus claires, un prix d'équilibrage, des rentes contenues. Et aussi ses défauts – à commencer par une plus grande volatilité. Les esprits et les pays rigides, comme la France, en viendront sans doute à regretter le bon vieux temps de l'Opep.

En savoir plus sur [http://www.lesechos.fr/journal20141231/lec1\\_idees\\_et\\_debats/0204046721995-la-surprise-du-petrole-1079221.php?LR0kZZyVx4TwU2r5.99](http://www.lesechos.fr/journal20141231/lec1_idees_et_debats/0204046721995-la-surprise-du-petrole-1079221.php?LR0kZZyVx4TwU2r5.99)

## C'est les soldes sur le pétrole, tout doit disparaître

Chronique matinale par Thomas Veillet - jan 7, 2015

Je vous jure la main sur le cœur que j'adorerai vous raconter des nouvelles choses tous les matins, mais là, force est de constater que l'on répète le même histoire, que l'on réchauffe les mêmes soupes dans les mêmes marmites depuis que l'on a changé d'année.



Tout tourne autour du pétrole, du Grexit et de l'éventuelle récession/déflation

ou pas de l'Europe. Le reste n'est qu'anecdotique. Hier encore le pétrole s'est fait démonter. 4% de plus dans les dents et je suis encore allé à la pompe hier soir pour vérifier, vu que je lis partout que le baril a perdu 50% de sa valeur, nous en Suisse, le prix de l'essence n'a pas encore perdu 50% de sa valeur. Loin de là.

C'est fou, je sais je me répète, mais à chaque fois que le baril monte on nous répercute quasiment la hausse au millième de seconde, parfois avec un levier de 50%, par contre quand le baril baisse, l'essence baisse beaucoup moins vite... Forcément entre nos chères taxes et les pétroliers qui écoulent les stocks achetés au plus haut y a 5 ans, faut compenser.

Mais là n'est pas le sujet. Le baril s'est encore pris une tarte hier. Les 50\$ ne sont plus que de l'histoire ancienne, ce matin les 159 litres de brut s'échangent à 47.79\$ et plus personne n'a de doutes sur le fait que très bientôt le baril vaudra 20\$. Normalement pas moins parce que pour le moment c'est l'objectif consensuel le plus bas que j'ai eu la joie de lire dans la presse « spécialisée ». Je dois dire que j'admire tout ces génies de la finance qui nous expliquent par A+B pourquoi c'est EVIDENT que le baril doit aller à 20\$ et qu'ils n'ont même pas été fichu de le voir baisser de 100 à 60... Enfin, je dis ça comme ça, mais vu d'où je me situe, le niveau de crédibilité de ces théories est à peu près aussi basse que leurs objectifs sur le baril. De plus, plus les mois passent plus j'adore ma bonne vieille théorie de « quand c'est évident, c'est évidemment faux », puisqu'absolument (presque) tout le monde a intégré le fait que le baril va à 20\$ ou 30\$, pour les plus optimistes, et que si vous osez mentionner le fait d'acheter des pétrolières, on vous prendra pour un malade mental.

Donc, vu que plus personne n'y croit, je ne suis pas loin de penser qu'il est bientôt temps de revenir sur le sujet. Quand je n'en sais rien, mais il y a une chose que j'ai apprise dans ces derniers mois, c'est que quand tout le monde le dit, ce n'est pas forcément ce qui se produit.

Voilà, le pétrole mettait donc la pression sur le pétrolière et vous connaissez la suite. De plus les chiffres économiques d'ici et d'ailleurs étaient moyennement motivants, ce qui laisse à penser que l'avenir de l'Europe est morose (quelle surprise) et que l'économie américaine n'est plus sous amphétamines comme elle l'était il y a encore six mois (fin du QE maybe ???). Certains experts en économie américaine commencent même à

se méfier des chiffres de vendredi qui pourraient être moins « trop cool de la mort qui tue » que d'habitude.

Sans compter que l'on digère toujours les histoires économico-germanico-greco-politique du week-end, ajoutez à cela que la moitié des intervenants ne sont pas encore revenus des vacances et que l'autre moitié est en train de préparer les vacances de février, l'envie de « faire quelque chose » de la part des investisseurs est à peu près aussi énorme que les rendements du marché obligataire.



Oui parce que les rendements du marché obligataire sont à peu près proches de rien du tout. Les USA sont passés sous les 2%, le Japon est au fond du bac, l'Allemagne est à 0.44% et la France à 0.72%. Sans compter que Bill Gross nous annonce que 2015 sera toute pourrie ou ne sera pas.

Tout ça pour vous dire qu'hier ça a baissé. Moins que la veille, c'est vrai, mais baissé quand même. L'Europe terminait dans le rouge un peu partout et les USA ont frisé leurs pire « 5 premiers jours de l'année », mais un petit « short covering » de dernière minute leur a empêché de décrocher cet infâmant qualificatif. Néanmoins le marché US termine en baisse et affiche sa 5ème séance négative consécutive.

Normalement d'ici la fin de la semaine on va commencer à nous parler de bonne vieille citation qui dit « as goes January, so goes the year » (en genevois : si janvier est pourri, le marché sera pourri jusqu'à l'Escalade).

Par contre il y a une chose qui me frappe, c'est la volatilité ; en octobre lors de la panique nous étions montés à plus de 30%, en décembre nous nous étions arrêté autour des 25%, là on n'arrive déjà péniblement à passer les 20%. Un peu comme si les intervenants s'étaient déjà habitués à voir le marché corriger toutes les six semaines et rebondir comme un bouchon pour battre des records en trois semaines. Souvenez-vous en octobre, quand ça baissait, PERSONNE ou presque ne voulait acheter quoique ce soit tout en bas, parce que tout le monde pensait que l'on allait à 1000 sur le S&P. Déjà en décembre c'était moins flagrant et là, c'est limite si l'on n'est pas en train de passer des ordres d'achat plus bas pour profiter du rebond qui va venir... On s'habitue à la méthode du panique + rebond... Sujet à creuser ces prochains jours...

Ce matin l'Asie est partie en fanfare. C'était en tous cas le cas à 4h du matin, mais depuis ça c'est largement dégonflé. Le Japon avance de 0.25%, le Hang Seng progresse de 0.45% et la Chine qui était en hausse ce matin est revenue en terrain négatif. L'indice recule de 0.25% pour le moment, mais ça reste hésitant. Il est clair qu'en regardant le pétrole qui rebondit comme une brique, ça ne donne pas forcément envie. L'or est à 1214\$ et semble vouloir tirer son épingle du jeu, même si pour le moment il reste coincé dans la zone des sables mouvants entre 1150 et 1230, sans faire mine de vouloir décoller, ni se casser la figure d'ailleurs.

Dans les nouvelles du jour, en première page du FT (sur le web), on parle de la dette Ukrainienne qui est hors de contrôle (what a surprise) et des négociations des accords commerciaux entre l'Europe et les USA qui sont bloqué pour une histoire de taille de saucisses grillées. Autant vous dire que ce que nous vivons en ce moment, c'est tout simplement passionnant !!!

Autrement la iWatch devrait arriver en mars, ça sauvera peut-être le titre qui a une sale tronche depuis décembre. Il y a environ 293 articles ce matin qui signalent que le baril est au plus bas depuis avril 2009 et qu'il a perdu 50% de sa valeur. Hier soir, after close, signalons tout de même que le titre JC Penney prenait 20% après avoir annoncé des superbes ventes de Noël. Certains n'hésitent pas à parler de renversement de situation pour le grand magasin.

Le Barron's met en avant Bill Gross qui nous dit que l'avenir n'est pas rose, que l'avenir est morose. Le journal revient aussi sur les titres du secteur

pétrolier qui sont massacrés et pointe du doigt les opportunités à venir. Moody's annonce qu'ils pourraient éventuellement peut-être mais c'est pas sûr, couper le rating de Transocean sur « junk » – entre nous soit dit, je trouve pathétique ces agences de rating qui ne font rien mais qui menacent de faire « éventuellement ». ça ne sert à rien, si ce n'est manipuler le marché à mon sens, que fait la SEC ! Je ne sais pas moi, soit on downgrade soit on downgrade pas, c'est déjà assez compliqué comme ça ! Ils vont faire quoi après ? Nous annoncer qu'ils avaient presque eu raison après coup, s'ils avaient fait quelque chose ??? Non, c'est ridicule. Je vais lancer une pétition à ce sujet et pourra voter en même temps que la traversée sous la rade.

Côté chiffres économiques, nous aurons les Retail Sales en Allemagne, ainsi que le chiffres du chômage, comme en Italie d'ailleurs, mais les Italiens auront en plus le CPI. Dans la zone Euro, on annoncera le Retail PMI, le CPI et les chiffres du chômage. De l'autre côté de l'Atlantique il y aura les MBA Mortgage Applications, les chiffres de l'emploi ADP (qui vont donner un avant goût des NON-FARM PAYROLLS de vendredi), les inventaires pétrolier de l'EIA et les Minutes du dernier FOMC Meeting, pour voir si l'on n'a pas raté la date de la prochaine hausse des taux dans le discours de Yellen en décembre.

Pour le moment les futures sont en hausse de 0.2%, mais de nos jours, comme 0.2% peut être laminé en 12 secondes et 3 dixièmes par un programme de vente, on ne va y donner trop de crédit. L'Euro/\$ est à 1.1880, le dollar/yen vaut 118.86 et malgré le vol de plus de 5 millions de Bitcoin et la déconfiture d'un des plus gros joueurs en bitcoin (Bistamp), il rebondit un peu à 287\$. Le rendement du 10 ans américain est à 1.95%. Quand à l'Euro/Suisse, Jordan est toujours debout sur les remparts en train de jeter de l'huile bouillante sur les assaillants et visiblement, il y a encore des litres en réserve derrière lui. Nous sommes donc toujours ... à 1.2011. Y en n'a point comme nous.

Voilà, arrivé à ce point du commentaire, il me reste à vous souhaiter la plus belle des journées, il fait froid, la route est gelée alors faites gaffe en deux-roues, c'est une patinoire. Nous on se retrouve demain pour – j'espère – vous raconter autre chose que le pétrole qui baisse et l'Europe qui meurt.

Ah oui, et la France a perdu son rang de 5ème puissance mondiale... Un commentaire Monsieur le Président normal ?

À demain.

Thomas Veillet, investir.ch

## [Pour Peter Schiff, le QE4 arrive !](#)

Qui perd gagne Posted on 5 janvier 2015



[https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=OWN7OE0PYuU](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=OWN7OE0PYuU)

Schiff évoque l'absurdité des politiques monétaires de la FED et explique que les Etats-Unis sont tout simplement coincés dans leur propre piège : si la banque centrale américaine (FED) arrête ses planches à billets, alors l'Amérique tombe en récession grave. Si la FED relance une planche à billets, alors les marchés vont remonter mais de manière artificielle avec une monnaie devenue ridicule. Bref, c'est mort. La situation US est désespérée et le monde entier est exposé à deux fléaux, vu qu'il est adossé au Dollar US : la déflation et l'hyperinflation. Schiff dit que la solution la « moins pire » serait de passer par une récession grave pour crever l'abcès financier.

Prenons les paris et donnons-nous rendez-vous pour constater à nouveau que Schiff aura encore une fois de plus prédit avec justesse ce qui est inévitable : il va bientôt y avoir un Q.E.4

## [La petite flamme de 2015](#)

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 02/01 LesEchos.fr](#)

L'année 2015 s'annonce rocailleuse. Les pays émergents doivent forger de nouveaux ressorts de croissance, y compris la Chine. Le Japon affronte l'échec prévisible des Abenomomics. L'Amérique est mieux placée, mais elle va subir deux épreuves aux effets imprévisibles – le retour vers une politique monétaire plus classique et la chute des prix de l'énergie qui efface l'effet

dopant du pétrole de schiste. L'Europe, elle, reste à la traîne du monde. Sa mécanique bancaire tourne mieux, mais plusieurs pays connaîtront des élections délicates et la panne du commerce mondial entrave sa reprise. Sans compter les événements qui pourraient former autant de nouveaux rochers sur la route de la croissance – qu'il suffise de penser à des mots absents du vocabulaire il y a un an, comme Crimée, Ebola ou Daech.

Une année rocailleuse donc, qui offre pourtant de fragiles raisons d'espérer pour la France. Son paysage économique est sans doute le meilleur, ou le moins mauvais, depuis cinq ans. Les entreprises parviennent enfin à préserver leurs marges, en partie grâce aux décisions du gouvernement. Elles auront plus de moyens pour investir. Les exportateurs ont stoppé l'érosion de leurs parts de marché, et l'affaiblissement de l'euro devrait leur permettre de consolider leurs positions. Le matraquage fiscal devient moins violent. Et les consommateurs vont profiter de la baisse à la fois massive et inespérée des prix du pétrole, qui libère du pouvoir d'achat.

Précieuse, cette petite flamme ne doit surtout pas être étouffée. Elle donnera au gouvernement du champ pour poursuivre sa politique de compétitivité, pour la mettre en œuvre plus vite, plus résolument, plus simplement. Elle pourrait aussi permettre de rouvrir des dossiers fermés par lâcheté ou impréparation. La taxation du dioxyde de carbone est plus facile à mettre en œuvre quand les cours du pétrole faiblissent ; elle donnerait une autorité nouvelle à la France pour faire avancer les négociations climatiques en cours.

Enfin, en écartant les ténèbres, en relevant l'horizon, cette petite lumière devrait nous inciter à réfléchir ensemble, beaucoup plus que nous ne l'avons fait jusqu'à présent, aux formidables défis créés par la révolution numérique. Il y a quinze ans, ce n'était qu'un fantôme boursier en passe d'exploser. Aujourd'hui, comme l'avait fait il y a un siècle la révolution énergétique, elle transforme en profondeur la vie économique, de l'organisation de la production jusqu'aux horaires du commerce en passant par la répartition des emplois et des revenus. Après de petits secteurs comme la musique et la presse, elle chamboule désormais le commerce, l'hôtellerie, bientôt la finance et l'automobile. Il n'est pas encore trop tard pour s'y préparer.



## Cours du baril : les marchés ont toujours raison...

Aymeric de Villaret / Conseil et Études économiques et boursières dans le domaine de l'Énergie |  
Le 07/01 LesEchos.fr

**Laissons les marchés décider, telle était la conclusion d'Ali al-Naimi – ministre du Pétrole saoudien – après la conférence de l'OPEP du 27 novembre. Et pour décider, ils décident ! La chute des prix du baril depuis, est là pour en témoigner.**

**L'évolution du cours du Brent de ces dix dernières années amène à poser les questions suivantes : à quel niveau la chute va s'arrêter et quand ?**

La crise (relativement récente de 2008-2009) avec les variations extrêmes connues (plus de 100 \$/b de chute en 6 mois) prêche pour la modestie quant aux prédictions : au soir 6 janvier, nous n'en sommes, si l'on peut dire ainsi qu'à 64 \$ de baisse depuis les sommets de juin 2014 !

Force est de constater que les prix actuels ne relèvent plus de l'économie, mais de la politique, car à 50 \$, tant les coûts marginaux de production de l'huile de schiste américaine, des sables bitumineux canadiens, que les prix du baril nécessaires pour équilibrer les budgets des pays de l'OPEP (Venezuela, Iran et même Arabie Saoudite) et de la Russie ont été enfoncés.

Avec un Brent à ce jour dans la zone des 50 \$/b (51 \$ pour le Brent au soir du 6 janvier), l'Arabie est loin d'équilibrer son budget (il lui faut de l'ordre de 100 \$) au sein des grands pays producteurs de brut, le Venezuela, la Russie et l'Iran souffrent encore plus.

Au niveau purement coûts de production, en revanche, l'Arabie Saoudite et l'OPEP, en général, ont des coûts très bas.

Quant à l'huile de schiste américaine, aux sables bitumineux et aux productions du Brésil (pétrole des prés-salés), ils sont (même si bien sûr, le point mort varie selon les régions pour l'huile) dans les plus élevés.

**La question réelle est de savoir qui va céder. Ali al-Naimi cite des noms...**

Le bras de fer engagé par l'Arabie Saoudite lors de la réunion de l'OPEP de fin novembre est clair et les déclarations de Ali al-Naimi fin décembre sont là pour en témoigner : "Ce n'est pas dans l'intérêt des producteurs de l'OPEP de réduire leur production, quel que soit le prix, qu'il soit de 20 dollars, 40 dollars, 50 dollars ou 60 dollars, cela n'a pas de sens", avait-il affirmé dans un

entretien à la revue Middle East Economic Survey repris hier par l'agence de presse saoudienne.

Comme il dit, l'Arabie Saoudite refuse de jouer le rôle de "swing producer" ou producteur d'appoint qui régule le marché en augmentant ou en réduisant sa production. Certes, dit-il, si l'Arabie Saoudite baissait sa production "les prix repartiraient à la hausse", mais les "Russes, les Brésiliens et les producteurs américains de pétrole de schiste prendraient notre part".

Ainsi, en citant à la fois les Russes, les Brésiliens et les producteurs américains, Ali al-Naimi indique bien qu'il s'agit d'un problème de [part de marché](#), et cela alors que le Brésil et les États-Unis souffrent avec la chute du baril.

"Ils seront blessés avant que nous ressentions la moindre douleur". Une phrase qui en dit long sur la pensée de l'Arabie Saoudite...

Et nous ne serions pas surpris que pour l'Arabie, ce soient les États-Unis qui soient la cible prioritaire. N'oublions pas qu'il y a eu des rencontres entre les Russes et l'OPEP avant la réunion du 27 novembre.

Casser la montée en puissance des États-Unis...

Évolution de la production de pétrole (y.c. GNL – Gaz Naturel Liquéfié – et condensats depuis 2000)

Car sans les États-Unis, la production mondiale non-OPEP baisserait et c'est cette croissance américaine qui permet à la production mondiale de croître.

**Conclusion : faut-il penser comme Ali Al-Naimi que le baril à 100 \$ c'est fini ?**

Même si Ali Al-Naimi le déclare, est-ce pour autant vrai ?

Nous ne le dirions pas, car :

- 1) Le passé prêche pour la prudence.
- 2) Les chutes d'investissements en cours entraînent d'ores et déjà une baisse des forages aux États-Unis.
- 3) De nombreux grands projets sont repoussés.

À la différence de 2008, c'est une guerre entre l'OPEP et les non-OPEP qui est déclarée. En 2008, c'était la récession.

Or, nous pouvons espérer que cette chute du baril va redonner un souffle à la

croissance et les investisseurs réfléchiront de nouveau avant de se relancer dans de nouveaux projets. Difficile de dire le timing... mais il est logique d'escompter un rebond. Ainsi alors que nous considérons que le baril serait durablement dans la zone des 100 \$ ; nous devons nous habituer à une plus forte volatilité, ce qui n'est pas sain pour une industrie si capitalistique.

En savoir plus sur <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-120705-cours-du-baril-les-marches-ont-toujours-raison-1080968.php?rUbXS8OjFX2EISH4.99>

## **Le prix à la pompe a peu bougé et les voitures diesel deviennent moins attrayantes**

René Vézina ... Publié le 04/01/2015 LesAffaires.com/



La dégringolade des prix de l'essence va mettre à mal l'essor des véhicules électriques, tout le monde en convient, même à contrecœur.

Et n'allez pas croire que nous sommes « au bout du pétrole », pour reprendre une expression dont on est maintenant en train de mesurer tout le non-sens. On ne pouvait disserter la possibilité de nouveaux arrivages. C'est en plein ce qui s'est produit. L'offre demeure aujourd'hui disproportionnée par rapport à la demande.

Pour les véhicules électriques, le signal de prix pouvait paraître convaincant quand le prix à la pompe avoisinait 1,50 \$ le litre et qu'il semblait condamné à grimper. Par comparaison, une recharge complète ne coûte que quelques dollars, ce qui rendait avantageux, à la longue, l'achat d'un véhicule électrique tout de même plus dispendieux au départ.

Mais cet avantage vient pour l'instant de fondre, et on voit même revenir en force (aux Etats-Unis en tout cas) les gros VUS qui avaient tendance à

tomber en disgrâce.

Ce bouleversement dans les prix risque de faire en même temps une autre victime : les voitures propulsées au diesel.

Il fut un temps où il en coûtait moins cher de remplir un réservoir au diesel, sans compter que les moteurs en question sont frugaux : ils consomment moins de litres par kilomètre parcouru qu'une voiture mue à l'essence.

Début 2014, le prix d'un litre de diesel était à peu près équivalent à celui d'un litre d'essence. Mais alors que ce dernier en est venu à coûter spectaculairement moins cher, le diesel, lui, a juste un peu glissé. En juin, dans la région de Montréal, il se détaillait environ à 1,40 \$ le litre : fin novembre, 1,30 \$. Cette différence de 10 cents était la même à travers le Québec.

Et l'écart entre le coût du diesel et celui de l'essence est également ressenti aux États-Unis, selon des chiffres compilés par la Energy Information Administration, cités par [cnbc.com](http://cnbc.com). Il pourrait même augmenter.

Conséquence ? On voyait réapparaître au Québec une nouvelle gamme de voitures diesel, plus sophistiquées, prisées autant par les consommateurs que les chroniqueurs automobiles. On était encore loin de ce qui se passe en France, où près de 80 % des voitures roulent au gazole, i.e. au diesel. Mais de nouveaux progrès technologiques pour les moteurs turbodiesel, par exemple, laissaient entrevoir un regain de popularité ainsi qu'une offre accrue dans ce domaine. L'argumentaire devient maintenant moins séduisant.

On verra si ce n'est là qu'un hiatus temporaire ou plutôt un véritable renversement de tendance. Mais chose certaine, on commence tout juste à percevoir l'impact global de l'effondrement des prix du brut, qui auront perdu 50 % de leur valeur entre juillet et décembre 2014. Et tout indique qu'ils ne sont pas à la veille de reprendre le terrain perdu.

## **Pétrole: le vrai plan de l'Arabie Saoudite**

**François Normand** Publié le 03/01/2015 [LesAffaires.com/](http://LesAffaires.com/)



ANALYSE - L'Arabie Saoudite n'est pas seulement partie en guerre contre les producteurs de pétrole non conventionnels en faisant chuter le prix de l'or noir: le royaume saoudien essaie aussi de remodeler la carte politique du Moyen-Orient en faisant pression sur l'Iran et la Russie, soutiennent des analystes géopolitiques.

Depuis des semaines, bon nombre d'économistes et d'analystes financiers martèlent que le refus de l'Arabie Saoudite de réduire sa production tient essentiellement à sa volonté d'éliminer des concurrents, comme le pétrole de schiste, aux États-Unis, ou les sables bitumineux, au Canada.

Il est vrai que la chute d'environ 50% (en date du 23 décembre) du cours du baril de pétrole depuis la mi-juin affecte la rentabilité de plusieurs producteurs non conventionnels en Amérique du Nord - et ailleurs dans le monde.

À la mi-décembre, la firme Goldman Sachs estimait d'ailleurs que des prix avoisinant les 60\$ US mettaient à risque pour près de 1 000 milliards de dollars américains de projets pétroliers dans les prochaines années.

Cela dit, l'Arabie Saoudite ne veut pas seulement préserver ses parts de marché en gardant les prix de l'or noir si bas: elle jouerait une partie d'échecs géopolitique.

Même si le royaume ne le dit pas ouvertement, il voudrait atteindre deux objectifs politiques, selon des analystes en géopolitique.

### **Objectif #1: forcer l'Iran à renoncer à la bombe atomique**

Premièrement, l'Arabie Saoudite voudrait forcer l'Iran à renoncer à se doter de l'arme atomique. L'Iran et le groupe P5 + 1 (États-Unis, Chine, Russie, France, Royaume-Uni et Allemagne) ont jusqu'en juin 2015 pour s'entendre

sur un accord concernant le nucléaire iranien - cet ultimatum pourrait être du reste repoussé, comme il a été en novembre 2014.

L'Iran est le sixième producteur de pétrole au monde, selon le The World Factbook de la CIA, l'agence américaine du renseignement.

Dans le contexte actuel, la chute des cours pétroliers réduit les revenus du gouvernement iranien qui doit déjà composer avec une économie domestique affaiblie par des années de sanctions internationales ( États-Unis, Europe, ONU).

Le pari des Saoudiens? L'effondrement des prix du pétrole forcera la main aux Iraniens, et les incitera à renoncer à se doter de l'arme atomique. En contrepartie, les grandes puissances élimineraient à terme les sanctions qui étouffent son économie.

## **Objectif #2: forcer la Russie à ne plus soutenir la Syrie**

Deuxièmement, en faisant baisser les cours pétroliers, l'Arabie Saoudite voudrait aussi forcer la main de la Russie, le troisième pays producteur de pétrole au monde.

La Russie est un pays allié de l'Iran chiite - les deux États ont tissé des liens étroits sur les plans commercial et militaire. Or, la Russie soutien le régime chiite de Bachar Al-Assad en Syrie, et ce, au grand dam de l'Arabie Saoudite sunnite qui veut sa chute.

Le pari des Saoudiens? L'effondrement du prix du pétrole forcera la Russie - les exportations russes de pétrole représentent 60% des exportations totales du pays - à revoir ou du moins à atténuer son soutien à la Syrie.

Si les analystes géopolitiques ont raison, et que l'Arabie Saoudite cherche avant tout à faire pression sur l'Iran et la Russie, les investisseurs devront s'armer de patience, car les prix du pétrole pourraient demeurer bas plus longtemps que prévu.

Des mois, des années? Bien malin qui peut le prédire avec certitude. De plus, la politique de l'Arabie Saoudite pourrait ne pas donner les résultats escomptés.

Car, si les prix du pétrole demeurent bas trop longtemps, cela éliminera des producteurs, réduira l'offre pétrolière, et fera augmenter à terme de nouveau les cours de l'or noir.



